

**INSECURITE ALIMENTAIRE ET RESILIENCE AU BURKINA
FASO : UNE ANALYSE COMPAREE DES MENAGES DES
PERSONNES DEPLACEES INTERNES (PDI) DES CENTRES
D'ACCUEIL ET DES MENAGES LOCAUX DANS LA COMMUNE
DE KAYA**

Adama OUEDRAOGO

**MEMOIRE PRESENTE EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLOME DE
MASTER DE SPECIALISATION EN GESTION DES RISQUES ET DES CATASTROPHES**

ANNEE ACADEMIQUE 2022-2023

REDIGE SOUS LA DIRECTION DE Pierre OZER

**COMITE DE LECTURE :
Bernard TYCHON
Florence DE LONGUEVILLE**

Copyright

Toute reproduction du présent document, par quelque procédé que ce soit, ne peut être réalisée qu'avec l'autorisation de l'auteur et de l'autorité académique* de l'Université de Liège.

*L'autorité académique est représentée par le(s) promoteur(s) membre(s) du personnel enseignant de l'Université de Liège.

Le présent document n'engage que son auteur.

Auteur du présent document : [OUEDRAOGO Adama,
adamis.ouedraogo@yahoo.fr].

VISIBILITE

Ce travail de fin d'études a été réalisé grâce à l'appui financier de l'Académie de Recherche
et d'Enseignement Supérieur (ARES), Belgique

DEDICACE

Je dédie ce travail de fin d'études à toute ma famille

REMERCIEMENTS

Le présent travail doit en partie son aboutissement à de nombreuses personnes et structures qu'il convient de remercier. Nous aurions été certainement plus juste de remercier nommément chacune d'elles. Mais, la longue liste des généreux contributeurs s'oppose à cette volonté sincère. Cependant, nous tenons à témoigner notre gratitude à ces personnes et structures pour leurs contributions particulières, tout en nous excusant auprès de celles dont les noms n'ont pu figurer ici.

Je remercie infiniment le professeur Pierre OZER qui a consacré énormément de temps pour encadrer ce travail. Je remercie le professeur pour sa disponibilité et pour l'opportunité du master qu'il coordonne . Je lui suis éternellement reconnaissant ;

Je remercie le professeur Bernard TYCHON et docteur Florence DE LONGUEVILLE qui ont accepté de consacrer une partie de leur temps pour lire et améliorer ce travail de fin d'études. C'est un grand honneur pour moi de les avoir dans le jury de défense de ce travail ;

Je remercie le professeur Idrissa Mohammed OUEDRAOGO, professeur titulaire des Facultés de Sciences Economiques, Université Thomas SANKARA, Burkina Faso. Il m'a recommandé pour ce master et m'a prodigué des conseils ;

Je remercie Monsieur Michel OUABA, Directeur Général des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS) du Ministère de l'Environnement du Burkina Faso pour sa recommandation, ses conseils et les appuis dont j'ai bénéficié de lui ;

Je remercie docteur Augustin KABORE, Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement du Burkina Faso, qui a facilité l'obtention des documents administratifs pour participer à cette formation et aussi pour la collecte des données à Kaya ;

Je remercie aussi Monsieur Valian LAMOUSSA, directeur provinciale en charge de l'Action sociale et humanitaire à Kaya et Monsieur Harouna OUEDRAOGO, chef des PDI du centre d'accueil 'les 38 villas' à Kaya. Ces derniers m'ont facilité l'accès aux centres d'accueil de Kaya et la collecte des données.

Je remercie également Madame ZOUNGRANA/BERTHE Minata en service au Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) du Ministère de l'Action sociale et humanitaire du Burkina Faso. Elle m'a facilité l'accès à la base de données nationales sur les PDI ;

J'adresse mes remerciements à Monsieur Paul BOMBIRI, Ingénieur Statisticien Economiste et Directeur des Statistiques Sectorielles et de Suivi-Evaluation du Ministère en charge de l'Environnement du Burkina Faso. Il m'a sans cesse soutenu et motivé à poursuivre les études. Je lui rends un vibrant hommage ;

Je dis grand merci à tous mes collègues de service et particulièrement Monsieur Harouna ZOROME, Ingénieur Statisticien Economiste et Rasmané OUEDRAOGO, Statisticien qui m'ont porté assistance à la conception et validation des outils de collectes de données ;

J'associe aux remerciements tous les professeurs qui ont intervenus dans ce master pour la qualité des enseignements dont nous avons bénéficiée durant l'année académique 2021-2022; J'ai passé une année magnifique dans un contexte différent du Burkina Faso, pluridisciplinaire multiculturel et de partage de savoir. Je remercie à cet effet, tous mes camarades étudiants du master de spécialisation en Gestion des Risques et des Catastrophes (GRC), de même que les étudiants de l'Université de Liège que j'ai côtoyés pour la qualité de notre collaboration. Je leurs témoigne tous, mon amitié.

Ma tante Alizèta OUEDRAOGO m'a sans cesse prodigué beaucoup de conseils et d'encouragements durant tout mon parcours universitaire. Je lui suis très reconnaissant. Je rends aussi hommage à ma tante Bintou OUEDRAOGO pour sa marque d'amour et d'encouragement porté en mon égard durant mon parcours universitaire ;

Je remercie ma mère pour toutes ses bénédictions, son amour et son soutien indéfectible. Je suis redevable également à mon père qui me sert de leçon ;

J'ai bénéficié des locaux et la connexion du campus Arlon Environnement et du campus de Liège, du Laboratoire d'Analyse et de Politique Economique (LAPE), du Ministère de l'Environnement du Burkina Faso durant la production de ce TFE. Je témoigne ma reconnaissance à toutes ces structures ;

J'associe aux remerciements l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES) pour la bourse qui m'a été octroyée ;

Je témoigne également ma reconnaissance aux structures étatiques et privées du Burkina Faso qui ont une part importante dans ma capacitation et avec lesquelles j'ai construit mon expérience professionnelle. Il s'agit entre autres, (i) de la Société d'Enseignement Secondaire et Supérieur Africa New Leaders Group (ANLG) dont j'en ai été le Directeur Général, (ii) de la Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles (DGESS) du Ministère en charge de l'Environnement, (iii) de l'Institut National des Statistiques et de la Démographie (INSD) du ministère en charge de l'Economie et des Finances, et (iv) du Secrétariat Permanent chargé de l'Alimentation, de la Nutrition des Mères et Enfants (STAN) du ministère de la Santé.

Je dis merci à tous les miens qui se reconnaîtront.

TABLE DES MATIERES

VISIBILITE	
DEDICACE.....	iii
REMERCIEMENTS	v
TABLE DES MATIERES	vii
LISTE DES GRAPHIQUES	ix
LISTE DES CARTES	ix
LISTE DES PHOTOS	x
LISTE DES ANNEXES	x
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	xi
RESUME.....	xii
1. CONTEXTE GENERAL ET PROBLEMATIQUE	1
1.1 Contexte général burkinabè	1
1.2 Problématique de recherche du TFE	3
2. PRESENTATION DE LA ZONE D’ETUDE	5
2.1 Localisation et situation démographique de la région du Centre-Nord.....	5
2.2 Situation des Personnes Déplacées Internes à Kaya.....	6
2.3 Les mouvements des PDI à Kaya	9
2.4 Situation de l’insécurité alimentaire dans la commune de Kaya.....	10
3. METHODOLOGIE D’ANALYSE DE LA RESILIENCE DES MENAGES DE KAYA..	12
3.1 Revue documentaire sur la résilience	12
3.1.1 Revue théorique sur la résilience	13
3.1.2 Revue empirique sur la résilience	14
3.2. Enquêtes auprès des ménages de la commune de Kaya	15
3.2.1. Conception des outils de collecte de données	15
3.2.2. Démarches administratives	15
3.2.3. Constitution de l’échantillon.....	16
3.2.4. Collecte des données auprès des ménages	17
3.3. Réalisation des focus groups	18
3.4. Traitement des données	18
4. PRESENTATION DES RESULTATS DE L’ENQUETE ET DES FOCUS GROUPS	19

4.1 L'accès au service de base (Education, eau, électricité, hygiène)	19
4.1.1 L'accès à l'éducation des ménages de Kaya	19
4.1.2 L'accès à l'eau, l'hygiène et l'énergie des ménages de Kaya.....	21
4.2. Les sources de revenus des ménages de Kaya.....	25
4.3. La situation des actifs productifs et non productifs des ménages de Kaya	27
4.4. La situation des transferts sociaux à Kaya.....	29
4.5. La situation de l'insécurité alimentaire	31
4.6. Les principales difficultés des ménages de Kaya les 12 derniers mois	32
4.7. Les résultats des focus groups	34
4.7.1 Les résultats des focus groups dans les centres d'accueil des PDI	34
4.7.2 Les résultats des focus groups dans les ménages locaux de Kaya	36
5. ANALYSE DES PRINCIPAUX RÉSULTATS ET DISCUSSIONS	38
5.1 De l'accès aux services de bases des ménages de Kaya.....	39
5.2 Des sources de revenus des ménages de Kaya	41
5.3 Des actifs productifs et non productifs des ménages de Kaya	42
5.4 Des transferts sociaux (assistance humanitaire) aux ménages de Kaya	43
5.5 De l'insécurité alimentaire des ménages de Kaya	43
6. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	44
REFERENCES	46
LIENS UTILES	49
ANNEXES	xiii

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du nombre de PDI au Burkina Faso (en milliers).....	9
Graphique 2 : Proportion des ménages ayant enregistré au moins un cas d'abandon de l'école	20
Graphique 3 : Principales raisons de l'abandon de l'école à Kaya	21
Graphique 4 : Principales sources d'eau de boisson des ménages à Kaya.....	22
Graphique 5 : Types de toilette des ménages à Kaya.....	23
Graphique 6 : Principales sources d'énergie pour la cuisson dans les ménages	24
Graphique 7 : Principales sources d'éclairage des ménages	25
Graphique 8 : Sources de revenus des ménages PDI des centres d'accueil	26
Graphique 9 : Sources de revenus des ménages locaux de Kaya.....	27
Graphique 10 : Actifs productifs et non productifs des ménages de PDI des centres d'accueil de Kaya.....	28
Graphique 11 : Actifs productifs et non productifs des ménages locaux de Kaya.....	29
Graphique 12 : catégories d'assistances aux ménages de Kaya.....	30
Graphique 13 : Insécurité alimentaire des ménages de Kaya.....	31
Graphique 14 : Insécurité alimentaire par type de ménages à Kaya	32
Graphique 15 : Principales difficultés des ménages de Kaya	33

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Localisation de la commune de Kaya (province du Sanmatenga) dans la région du Centre-Nord du Burkina Faso	6
Carte 2 : Situation des PDI par province selon OCHA	7
Carte 3 : Situation des PDI au Burkina Faso selon le CONASUR	8
Carte 4 : Mouvements des PDI à Kaya	10
Carte 5 : Insécurité alimentaire au Burkina Faso	11
Carte 6 : Insécurité alimentaire projetée au Burkina Faso d'octobre 2022 à janvier 2023	12

LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Ecole aménagée dans le centre d'accueil des PDI ' Les 38 Villas '	19
Photo 2 : focus group des hommes.....	34
Photo 3 : Focus group des femmes.....	36

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Liste des participants aux focus groups	xiii
Annexe 2 : Questionnaire de collecte de données	xiii

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ACF	: Action Contre la Faim
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
ANAM	: Agence National de la Météorologie
CILSS	: Comité Permanent Inter Etats de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel(CILSS)
CONASUR	: Conseil National de Secours d’Urgence et de Réhabilitation
DGESS	: Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
ENISAN	: Enquête Nationale Intégrée Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
FAO	: Food and Agriculture Organization (Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture)
FSC	: Food Security Cluster (Cluster Sécurité Alimentaire)
FSIN	: Food Security Information Network
GIEC	: Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
INSD	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
MASSN	: Ministère de l’Action Sociale et de la Solidarité Nationale
MAAH	: Ministère de l’Agriculture et des Aménagements Hydroagricoles
MERA	: Ministère de l’Elevage et des Ressources Animales
MEEVCC	: Ministère de l’Environnement, de l’Economie Verte et du Changement Climatique
MERH	: Ministère de l'Environnement et des Ressources Halieutiques
OCHA	: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Bureau de la coordination des affaires humanitaires)
PANA	: Programme d’Actions National d’Adaptation au changement et à la variabilité climatique
PECMAN	: Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë Modérée
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l’Habitat
RIMA	: Resilience Index Measurement and Analysis (Mesure et analyse de l’indice de résilience)
ST-ESU	: Secrétariat Technique de l’Education en Situation d’Urgence

RESUME

Le Burkina Faso présente un contexte national multi-crisés : (i) vulnérabilité au climat, (ii) sanitaire, (iii) politique et (iv) sécuritaire (De Longueville et al., 2016, 2020; Ozer et al., 2022). En particulier, ce pays connaît depuis 2015 une insurrection djihadiste qui a occasionné **7569** morts de civils, et de forces de défense et de sécurité (ACLED, 2022). Cette crise terroriste interagit avec les autres crises précitées, provoquant un déplacement massif de population à l'intérieur du pays et une grave insécurité alimentaire dans ce pays. Selon le Ministère en charge de l'action humanitaire, le nombre de Personnes Déplacées Internes (PDI) est estimé à **1 810 105** personnes au 30 novembre 2022 (CONASUR, 2022). Cette situation complexe et multifactorielle compromet la sécurité alimentaire et nutritionnelle des 'burkinabè'. En 2021, près d'un burkinabè sur deux (46%) a été directement affecté par l'insécurité et ses conséquences. L'insécurité alimentaire et nutritionnelle s'est accentuée dans ce pays avec 3,4 millions de personnes (OCHA, 2022). Dans ces conditions, des recherches sur la résilience des ménages dans ce pays s'imposent. Notre étude s'est focalisée sur les facteurs de la résilience des ménages des centres d'accueil des PDI et des ménages locaux de la commune de Kaya, première commune d'accueil des PDI. En nous inspirant du cadre d'analyse de la résilience de la FAO (RIMA-II) et en menant une enquête et des focus groups auprès des ménages de PDI des centres d'accueil et des ménages locaux de Kaya sur la période avril-mai 2022, nous avons obtenu les principaux résultats suivants : (i) la capacité de résilience des ménages de la commune de Kaya, appréciée principalement par l'accès aux services de base, les filets de protection sociale, les actifs productifs et non productifs et les sources de revenus des ménages, est faible et varie selon les catégories de ménages de cette commune et (ii) les ménages des PDI des centres d'accueil sont les plus affectés par les diverses crises que traverse le Burkina Faso. Cette étude implique de ce fait, des mesures de politiques de résilience parmi lesquelles, la lutte contre l'insécurité, une amélioration des revenus des ménages, une amélioration de la qualité des services sociaux de base et une amélioration de l'assistance humanitaire au profit des différentes catégories de ménages de Kaya.

Mots clés : Burkina Faso, PDI, insécurité, résilience, terrorisme.

1. CONTEXTE GENERAL ET PROBLEMATIQUE

1.1 Contexte général burkinabè

Le Burkina Faso présente un contexte national multi-crisés. Ce pays, à l'instar des autres pays sahéliens, subit un phénomène de variabilité climatique et les différents problèmes associés. Cette variabilité climatique est matérialisée entre autres, par une pluviométrie irrégulière et mal répartie dans le temps et selon l'espace, des inondations et/ou des sécheresses (De Longueville et al., 2016, 2020). En effet, les précipitations moyennes annuelles varient entre 300 et 1200 mm en fonction des zones climatiques (ANAM, 2020). Durant ces dix dernières années, la hauteur d'eau de pluie est estimée à 525 mm à Dori (au nord du pays), 860 mm à Ouagadougou (au centre du pays), et 1105 mm à Bobo Dioulasso, au sud-ouest du pays (MEEVCC, 2020). De même, le nombre moyen de jours de pluie dans l'année est estimé à 46 pour Dori, 70 pour Ouagadougou et 90 pour Bobo Dioulasso (MEEVCC, 2020). Selon les résultats de l'Enquête Nationale Intégrée Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENISAN), 46,1% des ménages ont subi au moins un choc (inondation, sécheresse, prix des intrants, etc..) sur la période 2016-2020 (MAAH, 2020). Ces facteurs associés au climat compromettent les productions agro-sylvo-pastorales, principales activités productives du Burkina Faso. En effet, le milieu rural burkinabè tire ses moyens de subsistance majoritairement de l'agriculture et de l'élevage. Le secteur agricole emploie plus de 80% des actifs et contribue pour plus de 40% au PIB (MAAH, 2020). Durant les cinq dernières années, la production agricole a été dans la fourchette de 4 à 5 millions de tonnes pour les céréales, 1 à 2 millions de tonnes pour les cultures de rente et 500 mille à 1 million de tonnes pour les autres cultures vivrières (MAAH, 2020). Le secteur de l'élevage est quant à lui, caractérisé par des systèmes d'élevage essentiellement extensifs, très vulnérables aux conditions climatiques et dominés par la transhumance. L'effectif du cheptel est largement dominé par les caprins (16,6 millions de têtes), les ovins (11,1 millions), les bovins (10,2 millions) et les asins (1,3 millions) en 2020 (MERA, 2021). Ces différentes productions agricoles et pastorales ne couvrent pas entièrement les besoins alimentaires et nutritionnels des populations et, pire, sont vulnérables aux chocs et stress climatiques.

En plus de cette situation de vulnérabilité au climat, le Burkina Faso est aussi confronté à d'autres crises notamment, sanitaire, politique et sécuritaire. Sur le plan sanitaire, l'avènement de la COVID-19 a exacerbé les problèmes de santé au Burkina Faso (Ozer et al., 2022), déjà

mis à rude épreuve par le paludisme, et a complexifié la prise en charge des malades. Sur le volet politique, le Burkina Faso a connu un soulèvement populaire en octobre 2014 ayant entraîné 30 morts de civils, un putsch en septembre 2015, un pouvoir de transition en 2016, et 2 putsch en 2022, respectivement en janvier et en septembre. Cette instabilité politique fragilise les efforts de développement consentis dans ce pays. Au niveau sécuritaire, le pays connaît depuis 2015, une insurrection djihadiste ayant causée 7569 morts de volontaires de défense de la Patrie (VDP), de forces de défense et de sécurité (FDS) et de civils (ACLED, 2022). A l'ensemble de ces crises, est associé une forte croissance démographique et une concentration importante de la population urbaine. En effet, la population du Burkina Faso a presque triplé sur 44 ans, passant de 5 638 203 habitants en 1975 (RGPH, 1975) à 20 487 979 en 2019 (RGPH, 2019). La capitale du pays (Ouagadougou) compte à elle seule, 12 % de la population totale du pays, soit 62 % de la population urbaine du pays (RGPH, 2019).

L'interaction de toutes ces crises évoquées provoque un déplacement massif de population à l'intérieur et à l'extérieur du pays et une insécurité alimentaire élevée au pays des « Hommes intègres ». En effet, selon les statistiques du Ministère en charge de l'action humanitaire, le nombre de PDI est estimé à **1 810 105** personnes au 30 novembre 2022 (CONASUR, 2022). Ces PDI sont constituées majoritairement de jeunes et de femmes. En effet, 60,37% des PDI sont des enfants et 22,9% des femmes au 30 novembre 2022 (CONASUR, 2022). Une partie de ces PDI est accueillie sur des sites (centres d'accueil) aménagés, principalement dans les régions du Centre-Nord et du Sahel. Cette dernière bénéficie d'une assistance humanitaire quoique insuffisante. Une autre partie importante de ces PDI est accueillie dans des ménages, hors des centres d'accueil. Cela crée un double fardeau dans la prise en charge de ces personnes déplacées. Cette situation complexe et multifactorielle, compromet la sécurité alimentaire et nutritionnelle des burkinabè, surtout les femmes, les PDI, les enfants et les plus pauvres. En effet, selon les analyses du cadre harmonisé, la population en insécurité alimentaire est en hausse au Burkina Faso. Estimée à 153 000 personnes en octobre 2016, elle a atteint en octobre 2019 près de 1,2 million de personnes (MAAH, 2020). En 2021, près d'un burkinabè sur deux (46%) a été directement affecté par l'insécurité et ses conséquences. L'insécurité alimentaire s'est accentuée au Burkina Faso avec au moins 3,4 millions de personnes dont plus de 2,8 millions de personnes en phase 3 (OCHA, 2022). De plus, près de 4,9 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire dans ce pays (OCHA, 2022).

1.2 Problématique de recherche du TFE

En réponse aux différentes crises susmentionnées, une série d'initiatives ont été prises au Burkina Faso pour accroître la capacité de résilience des populations. Au nombre de ces initiatives, le Burkina Faso en collaboration avec le CILSS, a mis en place depuis 1987 un système d'alerte précoce avec pour mission essentielle de surveiller et de prévenir à temps les crises alimentaires, et de proposer des pistes de solution. Dans ce cadre, une collecte régulière de données est réalisée par la DGESS du Ministère en charge de l'Agriculture auprès des ménages sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les autorités burkinabè ont ensuite initié le Programme d'Actions National d'Adaptation au changement et à variabilité climatique (PANA) comme première véritable initiative d'adaptation du pays. Tirant leçons des acquis et insuffisances des projets PANA, le Burkina Faso a élaboré en 2015 un Programme National d'Adaptation (PNA) de vision plus globale, d'objectifs d'adaptation à long terme, orienté vers les politiques avec une programmation fondée sur une anticipation des impacts climatiques et une identification des mesures efficaces d'adaptation dans tous les secteurs (MERH, 2015). Des projets et programmes ont été élaborés et mis en œuvre au Burkina Faso en vue de renforcer la résilience des ménages face aux chocs. Entre autres, le Burkina Faso, en réaction à la sécheresse de 2012, a mis en œuvre le *'Programme de Renforcement de la résilience des populations pauvres et très pauvres et amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les régions du Burkina Faso les plus touchées par la crise de 2012 (PRORESI/PROGRES)'* sur la période 2013-2016. Financé par l'Union Européenne, ce projet a été mis en œuvre dans la province de la Gnagna, région de l'Est, plus précisément les communes de Coalla, Manni, Liptougou, Thion et Bogandé. Une évaluation de ce programme a permis d'identifier des résultats positifs (ACF, 2016). De même, sur la période 2014-2015, le Ministère en charge de l'Action Sociale a réalisé un projet de renforcement des capacités nationales de résilience au Burkina Faso (MASSN, 2014). Le gouvernement burkinabè a aussi mis en œuvre, de mai 2015 à août 2020, un projet de résilience exécuté par la FAO. Il s'agit du projet *'Intégrer la résilience climatique à la production agricole et pastorale pour la sécurité alimentaire dans les zones rurales vulnérables à travers l'approche champ école des producteurs'*. Une évaluation de ce projet montre qu'il a contribué au renforcement des capacités d'adaptation aux changements climatiques (RC-ACC) des secteurs agricole et pastoral et des populations des zones vulnérables du Burkina Faso (FAO, 2020). Une analyse dynamique entre 1998 et 2003 de la résilience a été réalisée au Burkina Faso en 2015 par la FAO sur la base des enquêtes sur les conditions de vie des ménages. De cette évaluation, la résilience des ménages au Burkina Faso demeure faible d'une manière générale.

En dépit des différents projets et programmes réalisés dans ce pays, la résilience des ménages demeure un grand défi. Le contexte national a fortement muté avec la dégradation de l'insécurité et les déplacements de populations associés, l'accroissement rapide de la population, l'augmentation de la fréquence des perturbations climatiques, l'intensification de l'insécurité alimentaire et la crise humanitaire. Ce faisant, le système de suivi-évaluation des programmes nationaux ne disposent pas de données de référence sur la capacité de résilience des différentes catégories de ménages, et particulièrement dans la commune de Kaya. Or, ces données de base sont indispensables pour la conception, la mise en œuvre et le suivi des politiques de résilience des ménages. Il importe donc, de faire une analyse comparée de la capacité de résilience des ménages des centres d'accueil des PDI et des ménages locaux en vue de proposer des mesures pour une meilleure prise en charge des différents ménages. Notre étude se focalise sur les ménages de la commune de Kaya, région du Centre Nord du Burkina Faso, première région d'accueil des PDI et deuxième région de provenance des PDI. Il cherche à répondre à la question de recherche suivante : **Quelle est la capacité de résilience des ménages de PDI des centres d'accueil par rapport aux ménages locaux de la commune de Kaya ?** De cette question principale découlent 4 questions spécifiques :

- ✓ Quel est le niveau d'accès aux services de base des ménages de PDI des centres d'accueil de Kaya par rapport aux ménages locaux de la même commune ?
- ✓ Quelles sont les sources de revenus des ménages de PDI des centres d'accueil de Kaya par rapport à celles des ménages locaux de la même commune ?
- ✓ Quels sont les actifs productifs et non productifs des ménages de PDI des centres d'accueil de Kaya par rapport aux ménages locaux de la même commune ?
- ✓ Quel est le niveau d'accès à l'assistance des ménages de PDI des centres d'accueil de Kaya par rapport aux ménages locaux de la même commune ?

Notre travail cherche à analyser les conditions de vie des deux catégories de ménages en vue d'apprécier leur capacité de résilience. Dès lors, l'objectif global de cette recherche est de contribuer à améliorer les politiques de réponses aux catastrophes à travers une analyse comparée des principaux facteurs de la résilience des ménages de PDI des centres d'accueil et des ménages locaux de Kaya. De façon spécifique, il s'agit de :

- ✓ analyser l'accès aux services de base des ménages de PDI des centres d'accueil de Kaya par rapport aux ménages locaux de la même commune ;
- ✓ analyser les sources de revenus des ménages de PDI des centres d'accueil de Kaya par rapport à celles des ménages locaux de la même commune ;

- ✓ analyser les actifs productifs et non productifs dont disposent les ménages de PDI des centres d'accueil de Kaya par rapport aux ménages locaux de la même commune ;
- ✓ analyser le niveau de transferts sociaux (d'assistance humanitaire) aux ménages de PDI des centres d'accueil de Kaya par rapport aux ménages locaux de la même commune.

Nous présageons que les ménages locaux de Kaya ont plus de capacité de résilience que les ménages de PDI des centres d'accueil de la même commune. De façon spécifique, nous considérons que :

- ✓ les ménages locaux de Kaya ont plus accès aux services de base que les ménages de PDI des centres d'accueil de la même commune ;
- ✓ les ménages locaux de Kaya ont plus de sources de revenus que les ménages de PDI des centres d'accueil de la même commune ;
- ✓ les ménages locaux de Kaya ont plus d'actifs productifs et non productifs que les ménages de PDI des centres d'accueil de la même commune ;
- ✓ les ménages locaux de Kaya bénéficient de plus d'assistance humanitaire que les ménages de PDI des centres d'accueil de la même commune.

La suite du travail s'organise autour de quatre sections : La section 2 est consacrée à la présentation de la zone d'étude. La section 3 est réservée à la démarche méthodologique utilisée dans cette étude. La présentation des résultats de l'enquête des ménages et des focus groups fonde la section 4 de cette recherche. La section 5 porte sur l'analyse et les discussions des différents résultats. La dernière section conclut le travail et fait aussi l'objet de propositions de mesures de politiques de résilience.

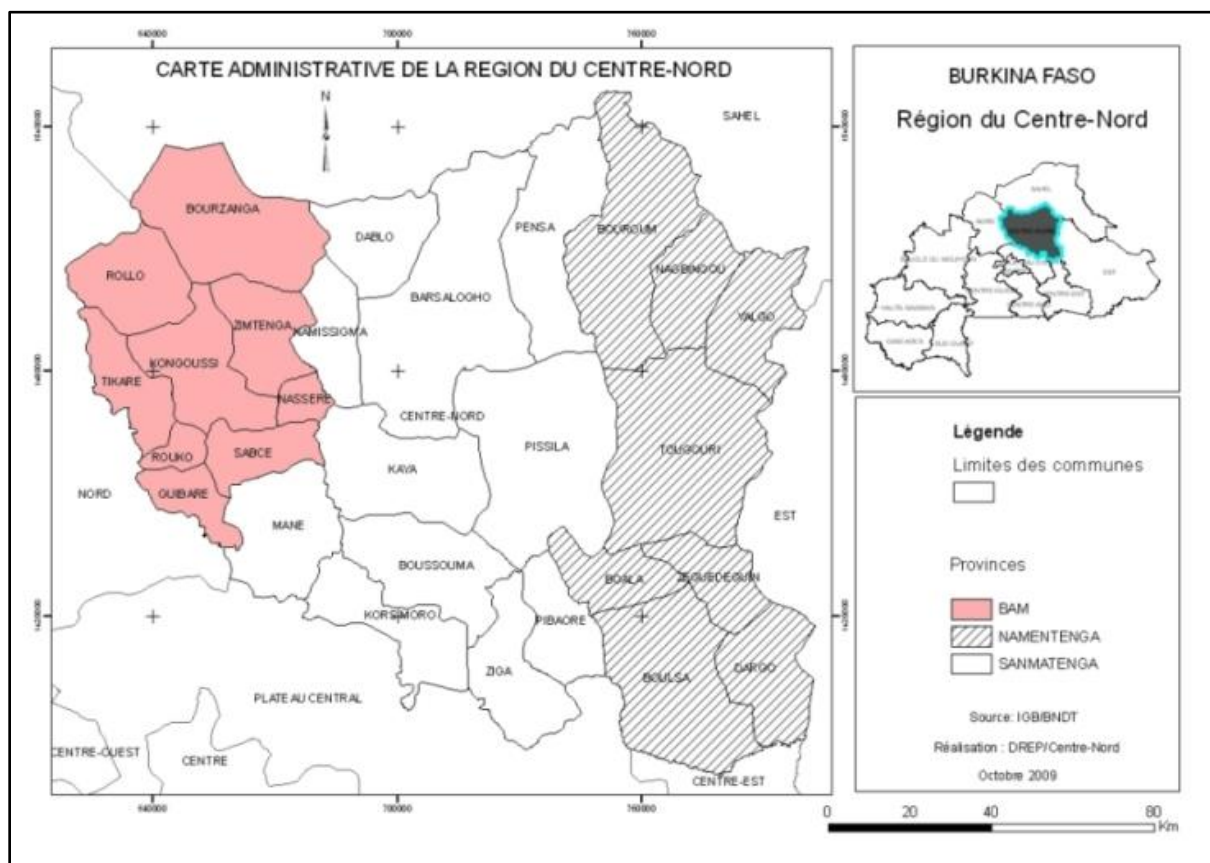
2. PRESENTATION DE LA ZONE D'ETUDE

2.1 Localisation et situation démographique de la région du Centre-Nord

La commune de Kaya est située dans la région du Centre-Nord du Burkina Faso. Elle est à la fois, le chef-lieu de la province du Sanmatenga et de la région du Centre-Nord. La ville de Kaya se trouve à 100 km au nord-est de la capitale du pays, Ouagadougou. Elle est délimitée à l'est et à l'ouest par les deux autres provinces de la région du Centre-Nord qui sont le Namtenga (Boulssa) et le Bam (Kongoussi) respectivement, au sud et au nord par les régions du Plateau Central et du Sahel respectivement. Elle est à cheval entre la zone soudano-sahélienne vers le sud et la zone sahélienne vers le nord. Selon les statistiques du dernier re-

censement général de la population au Burkina Faso, la commune de Kaya compte une population estimée à 885 642 habitants soit 4,32 % de la population totale du pays (dont 471170 femmes), répartie dans 152 910 ménages (RGPH, 2019). Cette population était estimée à 598 014 en 2006 soit 4,26 % de la population totale (RGPH, 2006). Appelée la cité du cuir au Burkina Faso, l'économie de Kaya est dominée par l'artisanat.

Carte 1 : Localisation de la commune de Kaya (province du Sanmatenga) dans la région du Centre-Nord du Burkina Faso

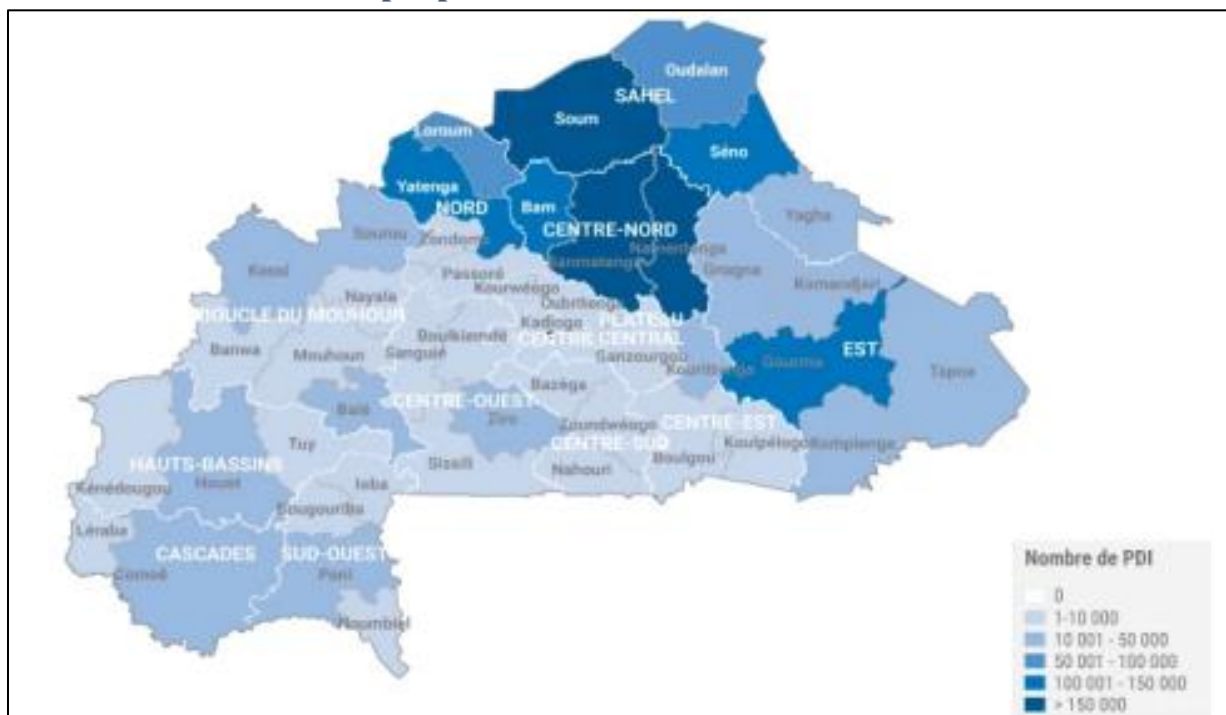


Source : Institut Géographique du Burkina/Base Nationale des Données Topographiques (IGB/BNDT, 2009)

2.2 Situation des Personnes Déplacées Internes à Kaya

Les régions ayant un nombre relativement élevé de PDI au Burkina Faso sont : le Centre-Nord, le Sahel, l'Est et le Nord. La commune de Kaya (province du Sanmatenga) est parmi les communes qui comptent les plus grands nombres de PDI. A l'instar de la province du Soum (dans la région du Sahel), la commune de Kaya compte plus de 150 000 PDI (OCHA, 2022). Ce nombre relativement élevé de PDI dans cette commune dépasse les capacités de prise en charge dans les centres d'accueil et dans les ménages locaux d'accueil de ces PDI. Le graphique ci-dessous illustre ces différentes informations.

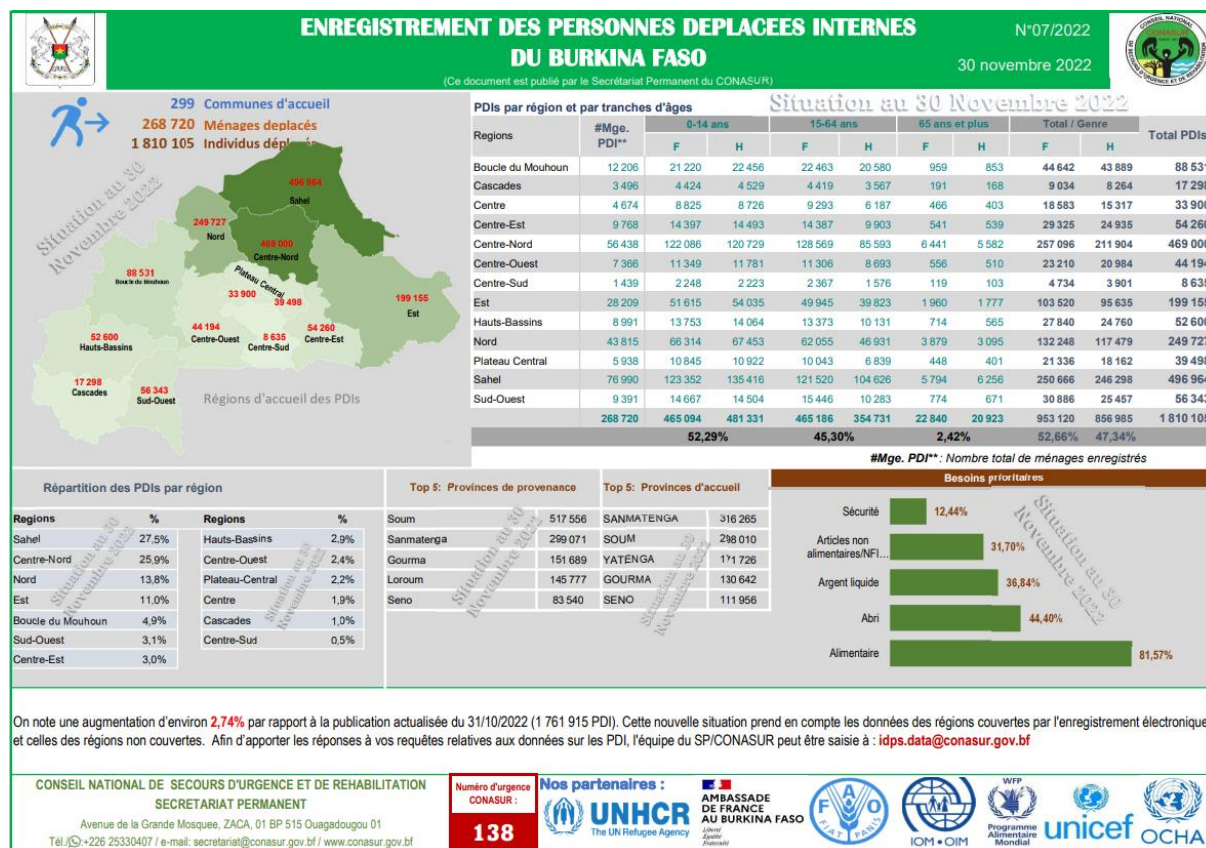
Carte 2 : Situation des PDI par province selon OCHA



Source : OCHA, situation report, May 2022

Selon les données du Ministère en charge de l'action humanitaire, la région du Centre-Nord compte **469 000** PDI au 30 novembre 2022, soit 26 % du nombre total de PDI au Burkina Faso. Elle est donc parmi les régions ayant le plus grand nombre de PDI (CONASUR, 2022). **La commune de Kaya est à la fois la deuxième province de provenance des PDI (avec 299 071 PDI) et la première province d'accueil des PDI au Burkina Faso avec 316 265 PDI au 30 novembre 2022** (CONASUR, 2022). Ce nombre relativement très élevé de PDI dans la commune de Kaya est en hausse par rapport aux périodes antérieures. De façon globale, le nombre de PDI a également augmenté par rapport aux périodes précédentes. A titre illustratif, le nombre de PDI a connu une hausse de 2,74% sur un mois (du 31 octobre 2022 au 30 novembre 2022). Cette situation entraîne une augmentation des besoins des PDI. Les besoins prioritaires en abri et en alimentation concernent respectivement 44,4% et 81,5% des PDI (CONASUR, 2022). L'Etat burkinabè et plusieurs partenaires humanitaires multiplient les actions sur le terrain pour satisfaire ces besoins. Cependant, l'augmentation rapide du nombre de PDI complexifie leur prise en charge. La carte ci-dessous illustre ces différentes informations.

Carte 3 : Situation des PDI au Burkina Faso selon le CONASUR

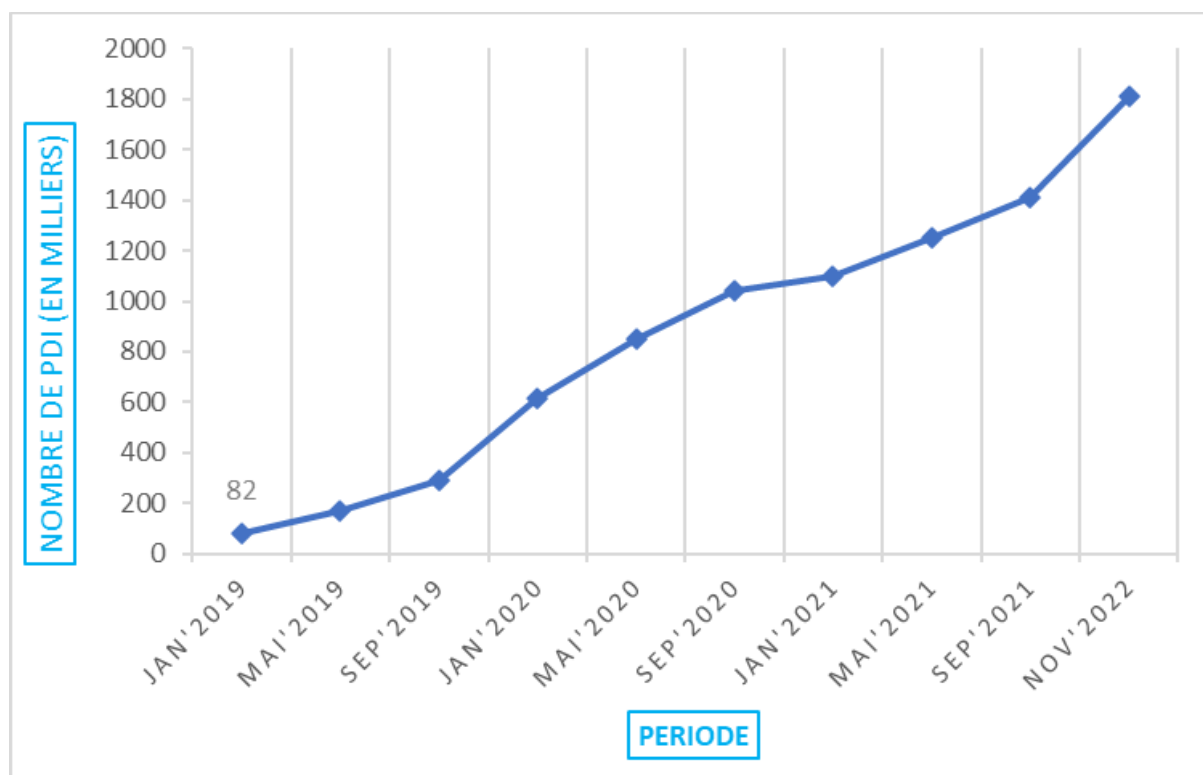


Source : CONASUR, novembre 2022

Depuis janvier 2019, le nombre de PDI a considérablement augmenté. Il est passé de 82 000 en janvier 2019 à 1 810 105 PDI au 30 novembre 2022. Cette augmentation du nombre de PDI est plus observée dans la commune de Kaya. En effet, le nombre de PDI dans cette commune a atteint **316 265** personnes au 30 novembre 2022. Cette forte augmentation s'explique principalement par la dégénérescence de l'insécurité dans plusieurs provinces du pays, particulièrement dans la province du SOUM (commune de Djibo, dans la région du Sahel). En effet, cette province a été la cible de plusieurs attaques terroristes ayant entraîné un déplacement massif de population en direction de la commune de Kaya. Des groupes armés comprenant des jihadistes, des bandits et des criminels, opérant sous la bannière du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans ou de l'Etat islamique au Grand Sahara ont mis un blocus sur Djibo de mi-février 2022 jusqu'au 21 avril 2022. Ainsi, le marché au bétail de Djibo, un des plus importants de la sous-région a été fermé. Des infrastructures ont été endommagées (sabotées), complexifiant l'accès des populations de Djibo aux services de base (nourriture, eau, électricité, réseau mobile, etc.). De même, ces derniers ont bloqué l'acheminement par la voie terrestre de l'assistance humanitaire aux déplacés et populations hôtes dans cette localité. En raison d'une opération d'apurement des données au Burkina Faso, les statistiques sur les PDI

ont connues des modifications en 2022. Les statistiques sur la période d'ajustement n'ont donc pas été prise en considération dans le graphique ci-dessous.

Graphique 1 : Evolution du nombre de PDI au Burkina Faso (en milliers)

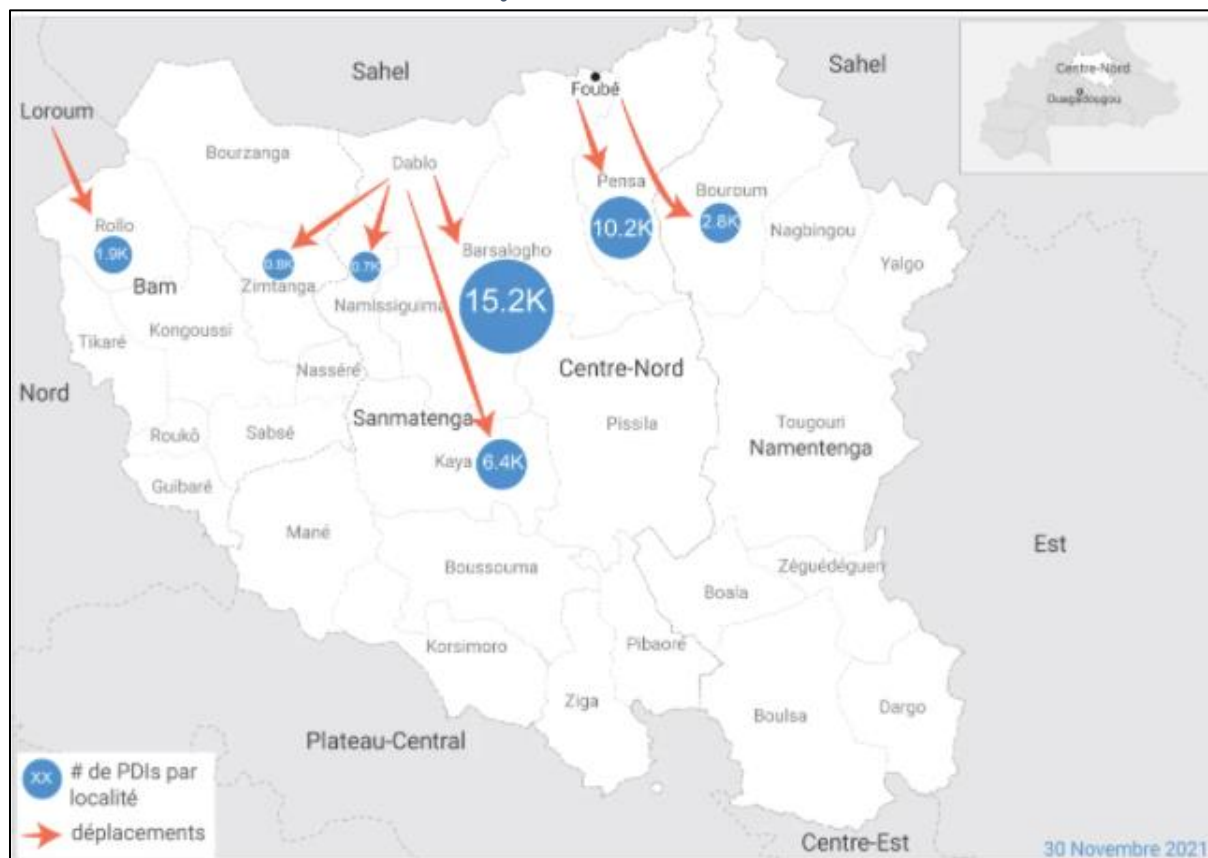


Source : construit par l'auteur avec des données de OCHA et du CONASUR, 2019-2022

2.3 Les mouvements (déplacements) des PDI à Kaya

Durant les dernières années, un mouvement important de population est observé à l'intérieur et en destination de la commune de Kaya. Une partie importante de ces déplacements de populations se fait des communes du Centre-Nord, frontalières de la région du sahel que sont Dablo et Foubé en direction du centre de Kaya et des communes de Namissiguima, Barsalogho et Pensa. Une autre partie de ces déplacements se font en direction des deux autres provinces du Centre-Nord que sont le Bam et le Namentenga notamment, dans les communes de Zimtenga et Bouroum respectivement. Selon les résultats des focus groups réalisés dans le cadre de ce TFE en avril et mai 2022, les mouvements de PDI en direction du centre de Kaya se sont intensifiés dans les communes environnantes de Kaya (voir résultats des focus groups dans la section 4.2 ci-après).

Carte 4 : Mouvements des PDI à Kaya

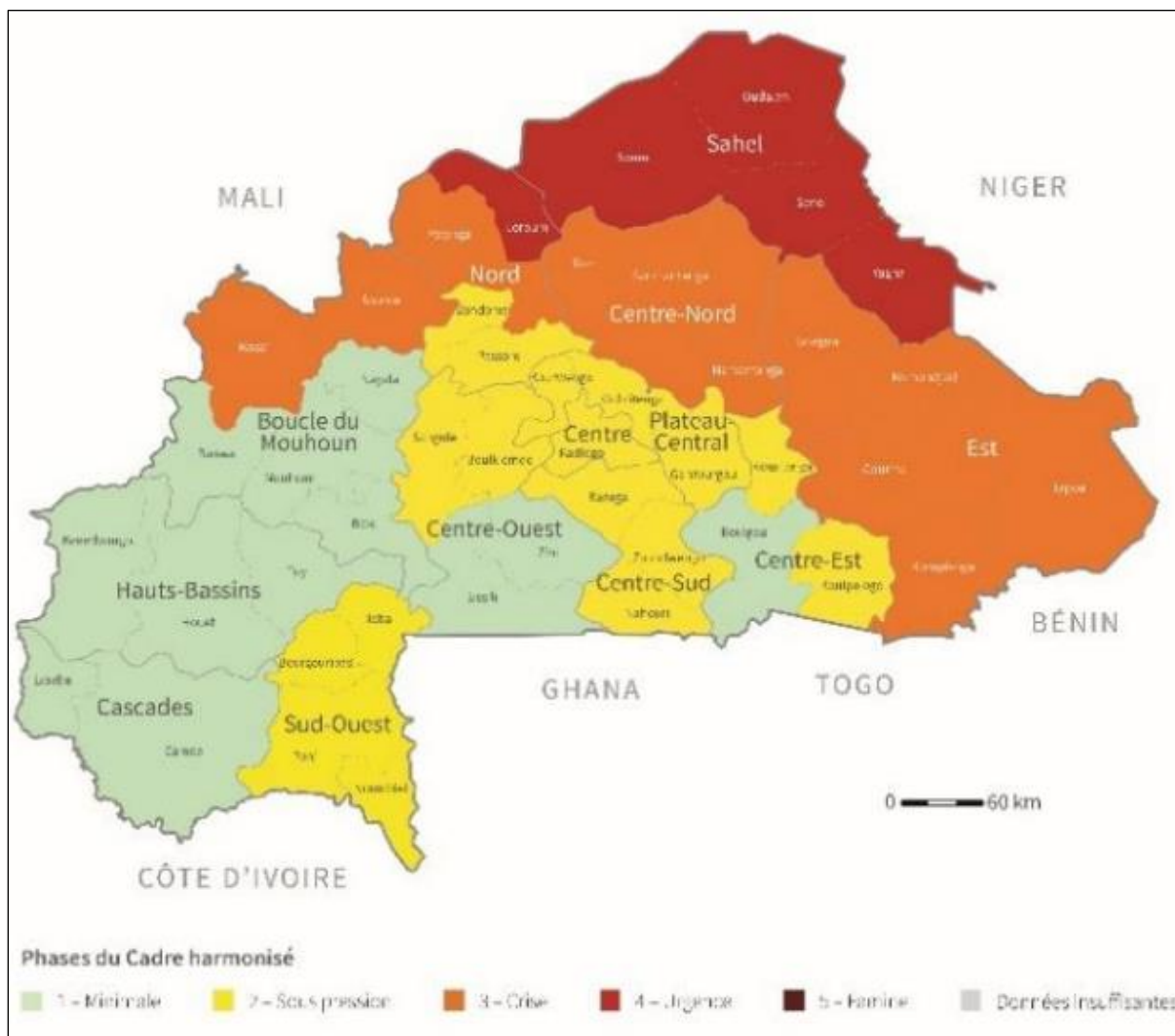


Source : OCHA, novembre 2021

2.4 Situation de l'insécurité alimentaire dans la commune de Kaya

Toutes les communes de la région du centre-nord dont la commune de Kaya, figurent parmi les communes les plus touchées par l'insécurité alimentaire à savoir, les communes des régions du Nord, du Centre-Nord, de l'Est et du Sahel. Le nombre de communes en insécurité alimentaire augmente surtout dans la région du sahel et la situation s'aggrave notamment en raison de l'accroissement du nombre de PDI. La commune de Kaya est en situation de crise alimentaire sur cette période. Selon les enquêtés, cette situation à Kaya s'explique entre autres, par la dégradation de l'insécurité, l'arrivée d'un nombre important de PDI, la baisse des superficies agricoles emblavées et le durcissement des conditions de pâturage. En effet, l'arrivée de PDI crée un surplus de besoins alimentaires à Kaya. La baisse relative des activités agricoles et de l'élevage entraîne une diminution de la production alimentaire et par conséquent, compromet la sécurité alimentaire dans cette localité.

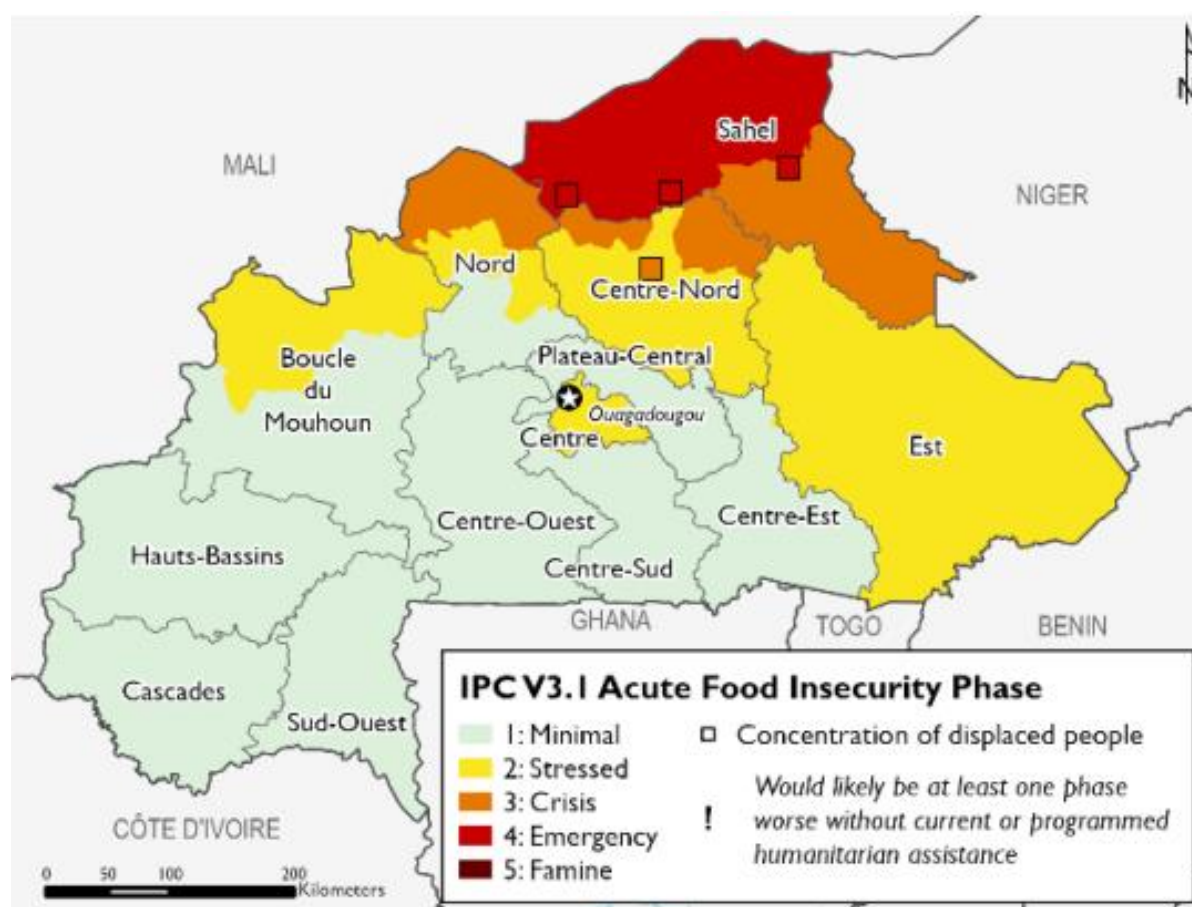
Carte 5 : Insécurité alimentaire au Burkina Faso



Source : Bulletin d'information FAO Burkina Faso, janvier-mars, 2022

Selon les projections de FEWNET d'août 2022, certaines communes de la région du centre-nord comme Bouroum, Nagbingou et Yalgo seront en situation de crise alimentaire. La commune de Kaya quant à elle, vivra une situation de stress alimentaire et les communes du sahel seront en situation d'urgence. Une légère amélioration de la situation alimentaire semble donc se profiler dans la commune de Kaya à cet horizon temporel. Cependant, ces différentes projections impliquent la nécessité de proposer des initiatives pour accroître la résilience des ménages face aux éventuels problèmes alimentaires. La carte ci-dessous illustre ces différentes informations.

Carte 6 : Insécurité alimentaire projetée au Burkina Faso d'octobre 2022 à janvier 2023



Source: Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET), août 2022

3. METHODOLOGIE D'ANALYSE DE LA RESILIENCE DES MENAGES DE KAYA

Pour atteindre les différents objectifs préalablement définis, une méthodologie en trois étapes complémentaires a été adoptée dans le cadre de ce travail de fin d'études. Il s'agit de : (i) une revue documentaire sur la résilience, (ii) une enquête auprès des ménages de PDI dans les centres d'accueil et des ménages locaux (ménages hôtes) à Kaya et (iii) des focus groups regroupant différents acteurs dans les centres d'accueil de PDI et dans les ménages locaux à Kaya. Cette démarche méthodologique s'est aussi appuyée sur le cadre théorique et pratique d'analyse de la résilience développé par la FAO (2008, 2016) et implémenté dans plusieurs travaux de recherches sur la résilience dans les pays en développement.

3.1 Revue documentaire sur la résilience

La résilience a fait l'objet de nombreux travaux de recherches dans la littérature. Dans cette section, il est de question de mobiliser les connaissances théoriques sur la résilience, les cadres de mesure et les travaux empiriques contenus dans la littérature en vue de mettre en évidence le gap à combler dans le cadre de notre recherche.

3.1.1 Revue théorique sur la résilience

Depuis 1960, le concept de la résilience a de plus en plus été évoqué dans la littérature notamment dans le domaine de l'écologie. Holling (1973) a effectué le travail pionnier sur la résilience. Dans le cadre de ses travaux, la résilience sert à apprécier l'évolution des écosystèmes consécutif à une perturbation. La résilience a ensuite fait l'objet de recherches dans d'autres domaines. Il existe diverses approches de la résilience, variant selon les auteurs et dans certains cas, évolutives dans le temps par source considérée (DERRA, 2020). Ainsi, selon le GIEC (2007), la résilience est considérée comme la « *capacité d'un système social ou écologique d'absorber des perturbations tout en conservant sa structure de base et ses mécanismes de fonctionnement, la capacité de s'organiser et de s'adapter aux changements* ». Comme décrit par Holling (1973), la résilience apprécie la persistance d'un système consécutive à un choc. Cette approche de la résilience du GIEC a évolué dans le cinquième rapport sur les changements climatiques en 2014. Elle a pris en compte les facultés d'apprentissage et de transformation d'un système, lui permettant d'anticiper les perturbations et de les transformer en opportunités (GIEC, 2014). La FAO (2008) a élaboré le cadre RIMA de mesure de la résilience focalisé sur le résultat de la résilience. Dans cette approche de la FAO, la résilience est « *la capacité d'un ménage à retrouver son niveau précédent de bien être après un choc* ». Le niveau de la sécurité alimentaire, composante principale du bien-être, est de ce point de vue, l'indicateur à même d'approximer la résilience. Dans son approche de la résilience, Béné et al (2012) identifie trois fonctions principales de la résilience : l'absorption, l'adaptation et la transformation. A chacune de ces fonctions, correspond un résultat de la résilience. De façon pratique, l'approche économétrique proposée par la FAO (le RIMA) permet de mesurer la résilience. Dans l'approche RIMA, la résilience est déterminée par six piliers : *la capacité d'adaptation (AC), l'accès aux services de base (ABS), les actifs du ménages (AST), le revenu et l'accès à l'alimentation (IFA), les filets de protection sociale (SSN) ainsi que la Sensibilité (S) du ménage aux chocs*. Le RIMA-II, mise à jour du RIMA, a par la suite été conçu et publié en 2016 par la FAO du fait de l'évolution. Dans ces cadres d'analyse de la résilience, la FAO vise la sécurité alimentaire comme objectif de développement. Par conséquent, le niveau de sécurité alimentaire est l'indicateur de la résilience. À

l'instar de la FAO, d'autres institutions ont conçu des cadres de mesure de la résilience comme : (i) le Cadre Conceptuel de la Résilience de DFID (Department for International Development) et TANGO, élargie par Frankenberger et al (2012), (ii) le modèle de suivi de l'évolution des moyens de subsistance (LCOT) de l'Université de Tufts, (iii) le cadre de mesure d'Oxfam centré sur une approche basée sur les caractéristiques du ménage et (iv) le cadre de la Capacité Locale d'Adaptation (LAC) de l'Alliance Africaine sur la Résilience au Changement Climatique (ACCRA).

3.1.2 Revue empirique sur la résilience

Il existe une littérature empirique abondante sur la résilience. La plupart de ces études ont mis en pratique le modèle de la résilience développé par la FAO dans plusieurs contextes et aussi au Burkina Faso. Ainsi, Alinovi (2008) a appliqué le modèle RIMA pour mesurer la résilience des ménages palestiniens face à l'insécurité alimentaire à l'aide des données d'enquêtes sur les conditions de vie des ménages. Il a mis en exergue la pertinence des six piliers de la résilience précédemment décrits. La FAO a utilisé le RIMA-II pour modéliser, en analyse statique et dynamique, les déterminants des détériorations de la sécurité alimentaire entre les campagnes agricoles 2009-2010 et 2010-2011 en Ouganda (FAO, 2018). En vue de mieux comprendre les préférences des réfugiés et les stratégies de subsistance qui déterminent leur résilience, le modèle RIMA II a été utilisé dans une évaluation de l'état de la sécurité alimentaire, du bien-être et de la résilience des réfugiés en Ouganda (FAO, 2018). Les résultats de cette évaluation ont indiqué un niveau de résilience relativement plus élevé chez les populations réfugiés par rapport aux communautés d'accueil. Afin de comprendre les facteurs de l'instabilité et la migration irrégulière, ainsi que les déterminants de la sécurité alimentaire et de la résilience au Soudan du Sud, la FAO (2019) a réalisé une étude de base sur la résilience dans ce pays en utilisant le modèle RIMA II. Selon les résultats de cette étude, les avoirs des ménages et la capacité d'adaptation sont les deux déterminants les plus importants de la résilience dans les espaces transfrontaliers. Le modèle RIMAI de la FAO a par ailleurs été utilisé dans d'autres pays pour des analyses de résilience notamment au Sénégal (FAO, 2011 ; FAO, 2016), au Kenya (FAO, 2016), en Jordanie (FAO, 2018), au Tchad (FAO, 2019) et en Mauritanie (FAO, 2019). Au niveau du Burkina Faso, la FAO a utilisé le modèle RIMAI pour mesurer la dynamique de la résilience au Burkina Faso entre 1998 et 2003 sur la base de l'Enquête Prioritaire de 1998 et l'Enquête Burkinabè sur les Conditions de Vie des Ménages de 2003 (FAO, 2015). La « AC », le « ABS », les « AST » et le « IFA » ont été les plus importants piliers qui expliquent la résilience. Après cette étude d'envergure nationale, la plupart des études sur la résilience au Burkina Faso correspondent à des évaluations de projets ou

de programme réaliser dans ce pays. C'est le cas entre autres, du '*Programme de Renforcement de la résilience des populations pauvres et très pauvres et amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les régions du Burkina Faso les plus touchées par la crise de 2012 (PRORESI/PROGRES)*' en 2016, réalisé par l'ONG Action Contre la Faim (ACF, 2016). Il en de même du projet '*Intégrer la résilience climatique à la production agricole et pastorale pour la sécurité alimentaire dans les zones rurales vulnérables à travers l'approche champ école des producteurs*', évalué en 2020 (FAO, 2020). Dans son mémoire de fin d'études, DERRA (2020) s'est aussi appuyé sur le modèle RIMAI de la FAO pour mener une analyse de la résilience des ménages au Burkina Faso à l'insécurité alimentaire en situation de chocs et stress climatiques. Ainsi, l'accès aux services de base, les filets de protection sociale, les actifs et la capacité d'adaptation sont, dans cet ordre, les piliers les plus pertinents de la résilience (DERRA, 2020).

D'une manière générale, les études sur la résilience se basent sur le modèle RIMA développé par la FAO à cet effet. Le présent travail s'est appuyé également sur les piliers les plus déterminants de la résilience développés dans le cadre de l'approche RIMA de la FAO sans toutefois procéder à la modélisation. Il procède à des enquêtes de ménages sur le terrain et des focus groups pour appréhender les réalités des ménages de Kaya en vue de proposer des mesures d'une meilleure prise en charge des deux groupes de ménages (ménages de PDI des centre d'accueil et ménages locaux). Cette option nous permet sous la contrainte des moyens dont nous disposons, d'acquérir des données qualitatives sur la profondeur des dommages subis par les groupes de ménages étudiés à Kaya et donc leur capacité de résilience faces aux chocs imposés.

3.2. Enquêtes auprès des ménages de la commune de Kaya

3.2.1. Conception des outils de collecte de données

Dans cette étape, un questionnaire a été conçu pour recueillir les informations auprès des ménages. Ce questionnaire a fait l'objet de plusieurs discussions pour s'assurer qu'il prend en compte les objectifs du TFE. Après la validation du questionnaire, une application de collecte a été développée sur Cs-Pro (CAPI) reprenant toutes les thématiques du questionnaire et déployé sur des tablettes et des portables Android pour les besoins de la collecte de données.

3.2.2. Démarches administratives

Pour cette opération de collecte de données, plusieurs démarches administratives ont été effectuées en vue d'obtenir l'autorisation, l'adhésion et l'accompagnement des autorités au Burkina Faso. Au nombre de ces démarches, une correspondance a été adressée au DGESS du Ministère en charge de l'Environnement. Ce dernier après avoir marqué son accord a par cor-

respondance n° 22-100/MEEEA/SG/DGESS, sollicité au ministre en charge de l'Action humanitaire, une autorisation d'accès de l'équipe de collecte de données aux centres d'accueil des PDI de la commune de Kaya. Une autre correspondance a été adressée au Ministre en charge de l'Environnement sans suite. Des démarches officielles ont été conduites auprès des responsables du Ministère en charge de l'Action Sociale et Humanitaire avec succès.

3.2.3. Constitution de l'échantillon

Dans le cadre de cette collecte de données, les méthodes empiriques ont été privilégiées pour la constitution de l'échantillon. En effet, l'objectif de la recherche est de réaliser une analyse comparée des conditions de vie des ménages de PDI des centres d'accueil et des ménages locaux de la commune de Kaya en vue de proposer des solutions pour une meilleure prise en charge des deux groupes de ménages. Dans la commune de Kaya, les ménages PDI des différents centres d'accueil vivent des réalités quasi similaires. De même, les ménages locaux de cette commune vivent des réalités quasi-identiques. Cependant, ces deux catégories de ménages ont des réalités distinctes. Il importe de ce fait, de cibler un ou deux centres d'accueil des PDI pour mieux cerner les réalités dans les centres d'accueil. De plus, des bases d'échantillonnage fiables et exhaustives de ces deux groupes de ménages ne sont pas disponibles. Les effectifs exacts des ménages PDI des centres d'accueil ne sont pas connus et sont sujets à des fluctuations quotidiennes. Les ménages locaux d'accueil des PDI ne sont pas non plus entièrement identifiés. Mieux, l'insécurité imposent un ciblage. La commune de Kaya compte 19 centres d'accueil des PDI pendant la période de l'enquête. Cette commune constitue désormais une zone à risque élevé. Par conséquent, l'enquête ne peut couvrir tous les centres d'accueil des PDI de la localité. Cependant, il est tout à fait possible de répliquer les informations recueillies dans un ou deux centres aux autres centres d'accueil de la même commune. De même, il est aussi possible de répliquer informations recueillies dans certains ménages locaux à tous les ménages de la même localité. Dans ce cas de figure, la taille de l'échantillon n'influence pas significativement les résultats de l'enquête. C'est plutôt la qualité des données collectées qui peut impacter les résultats. Pour toutes les raisons évoquées, un échantillonnage aléatoire n'est pas indiqué. Un sondage empirique a donc été réalisé. Ainsi, deux centres d'accueil parmi les plus grands centres d'accueil (comportant plus de 20 000 PDI chacun) situés dans la ville de Kaya (au secteur 2 et au secteur 6) ont été ciblés pour l'enquête. Un échantillon de 101 ménages a été constitué sur la base de 51 ménages à l'intérieur des deux centres d'accueil, soit 380 PDI et 50 ménages locaux hors de ces centres d'accueil de la commune de Kaya, soit également 380 PDI. Ainsi, 756 personnes ont été au total concernées par cette phase de la collecte.

3.2.4. Collecte des données auprès des ménages

Dans cette étape, une équipe de collecte de données a d'abord été constituée. Cette équipe comprend un superviseur qui est le promoteur du TFE, un contrôleur qui est le responsable du TFE et trois agents enquêteurs. Le responsable du TFE a procédé à la formation des enquêteurs recrutés sur le contenu de l'opération de collecte. Il a ainsi outillé les enquêteurs sur le questionnaire de collecte de données, l'utilisation des tablettes pour la collecte, les généralités et les définitions de concepts liés à la collecte, le rôle et attitudes des agents enquêteurs durant la collecte. Le recrutement des agents enquêteurs a été fait en se basant sur des critères relatifs au niveau de qualification, à l'expérience dans la collecte de données auprès des ménages et aux aptitudes en collaboration. La formation des enquêteurs a duré quatre jours dont deux jours d'enquêtes pilotes auprès de quelques ménages à Ouagadougou.

L'équipe de collecte constituée et outillée s'est ensuite déployée sur le terrain dans la région du Centre-Nord, précisément dans la commune de Kaya, province du Sanmatenga du 27 avril 2022 au 14 mai 2022 pour la collecte effective des données. Après avoir obtenu les autorisations des premiers responsables de ladite région notamment, le directeur régional en charge de l'Action Sociale et Humanitaire, le directeur provincial en charge de l'Action Sociale et Humanitaire, le Maire de la commune et les responsables des centres d'accueil des PDI, l'équipe a commencé la collecte. Pour les besoins de cette collecte, l'équipe a mobilisé un ordinateur portable pour centraliser chaque jour les données, deux tablettes et deux portables Android dans lesquels le programme de collecte a été installé, 2 GPS, 4 sacs, des blocs notes et des questionnaires imprimés pour les besoins des focus groups, etc.

Enfin, l'équipe a procédé à la collecte effective des données auprès des ménages dans les centres d'accueil des PDI et des ménages locaux de la commune de Kaya. Au sein des ménages locaux, une attention particulière a aussi été accordée aux ménages locaux de la commune de Kaya ayant accueillis des PDI. L'interview directe a été la méthode d'observation retenue. Les informations sur les ménages ont été recueillies à travers une approche déclarative des répondants. Les données collectées portent sur plusieurs thématiques à savoir, les caractéristiques socio-professionnelles, les caractéristiques socio-économiques, les biens, l'élevage, la production agricole, la consommation alimentaire, les sources de revenu, les dépenses, les transferts sociaux, les chocs et stratégies et la migration. A l'issue de la collecte, 101 ménages ont été enquêtés dont 51 ménages dans les centres d'accueil des PDI et 50 ménages locaux dans la commune de Kaya, soit un total 756 individus ayant participé à cette partie de la collecte. Le responsable du TFE a fortement participé à la collecte. Il a facilité les échanges auprès des différentes autorités, permis l'accès aux ménages et aux différents

centres d'accueil, enquêté des ménages et animé les différents focus groups. Il a surtout veillé à la qualité des données collectées.

3.3. Réalisation des focus groups

En plus de l'enquête précédente, des focus groups de femmes et des focus groups d'hommes ont été réalisés dans les centres d'accueil et dans les ménages locaux. Ces focus groups ont réuni les différents acteurs sur le terrain concernés par le problème d'insécurité et de déplacement de population. Il s'agit entre autres, des acteurs étatiques que sont le CONASUR, les services déconcentrés (Directions régionale et provinciale en charge de l'action humanitaire) et les services décentralisés que sont le conseil régional et la Mairie. Des représentants d'ONG, de partenaires humanitaires et de développement que sont le PNUD, l'UNICEF, la Croix Rouge, l'OIM et Oxfam ont été aussi participés aux focus groups. Il en est de même des PDI eux-mêmes qui sont les plus concernées. Au total, 6 focus groups ont été réalisés à savoir, un focus group de femmes et un focus group des hommes respectivement dans les centres d'accueil, dans les ménages d'accueil des PDI en dehors des centres d'accueil et dans les ménages locaux. Ces focus groups ont concerné 80 répondants. La liste des participants à ces différents focus groups ainsi que leurs contacts se trouvent en annexe 1. Au total, les 2 enquêtes ont concerné 840 répondants. Le coût global de la collecte de données est de l'ordre de 2000 euros.

3.4. Traitement des données

Après les différentes opérations de collecte, les données des différents enquêteurs ont été fusionnées. Ces données ont ensuite été exportées sur CS-Pro. Cette base Cs-Pro a fait l'objet de traitements en vue d'apurer ces données des éventuelles incohérences et aberrances. Ainsi les logiciels R, SPSS et Excel ont été utilisés pour ces impératifs. Les données apurées ont alors été tabulées pour les besoins de l'analyse. Les opérations de tabulations ont été focalisées sur les variables d'intérêt de ce TFE. Les autres variables pourront faire l'objet d'autres analyses spécifiques.

4. PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ENQUETE ET DES FOCUS GROUPS

4.1 L'accès au service de base (Education, eau, électricité, hygiène)

4.1.1 L'accès à l'éducation des ménages de Kaya

À Kaya, le secteur de l'éducation a été durement affecté par la montée de l'insécurité. Les multiples attaques terroristes ont entraîné la fermeture des écoles dans les communes de Kaya frontalières des régions du Sahel et du Nord, et un déplacement massif de PDI majoritairement jeunes (60,37% des PDI au 30 novembre 2022 selon le CONASUR) à Kaya. Cette situation a engendré une augmentation de la demande d'éducation à Kaya, créant ainsi le concept d'« Éducation en situation d'urgence » ou éducation résiliente dans cette commune. Cette éducation consiste principalement pour l'Etat et ses partenaires à mettre en place des infrastructures scolaires temporaires pour permettre la poursuite des cours. Plusieurs cas d'abandon de l'école y ont donc été observés. La photo ci-dessous illustre une école sous paillote réalisée par l'Etat avec le soutien de l'UNICEF dans un centre d'accueil au secteur 6 de Kaya.

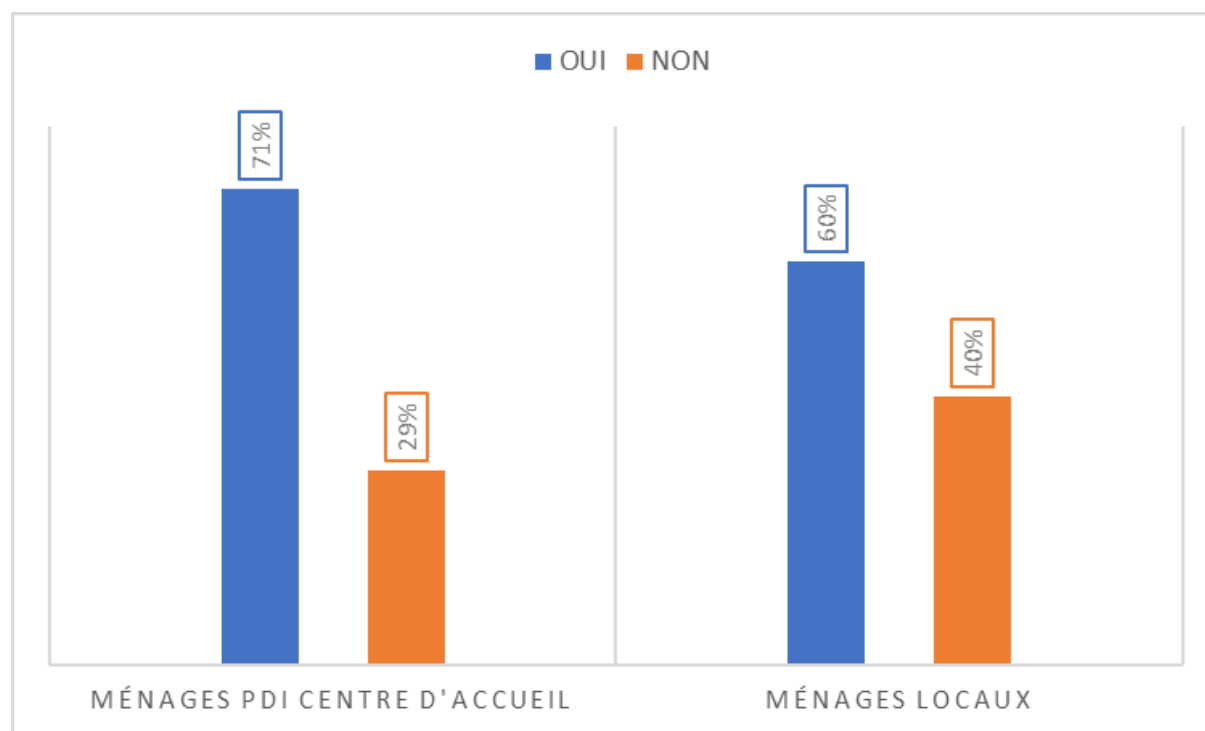
Photo 1 : Ecole aménagée dans le centre d'accueil des PDI ' Les 38 Villas '



Source : Adama OUEDRAOGO le 27 avril 2022

Dans la commune de Kaya, la plupart des ménages enquêtés ont enregistré des cas d'abandon d'école. Ces cas d'abandon de l'école sont plus observés chez les ménages de PDI des centres d'accueil. En effet, 71% des ménages enquêtés dans cette catégorie ont connu au moins un cas d'abandon d'école dans leur ménage. Ce taux élevé s'explique entre autres, par la fermeture de certaines écoles, l'endurcissement des conditions de vie de ces ménages lié aux déplacements forcés. Le graphique ci-après illustre cette situation. Selon les statistiques du Secrétariat Technique de l'Education en Situation d'Urgence (ST-ESU) du ministère en charge de l'Education Nationale du Burkina Faso, la région du Centre-Nord compte au 30 mars 2022, 425 établissements scolaires fermés, affectant 61 363 élèves et 1 468 enseignants (ST-ESU, 2022). Les différentes statistiques sur le nombre d'écoles fermées et d'élèves affectés ont connu une augmentation importante au 31 décembre 2022 (ST-ESU, 2022).

Graphique 2 : Proportion des ménages ayant enregistré au moins un cas d'abandon de l'école

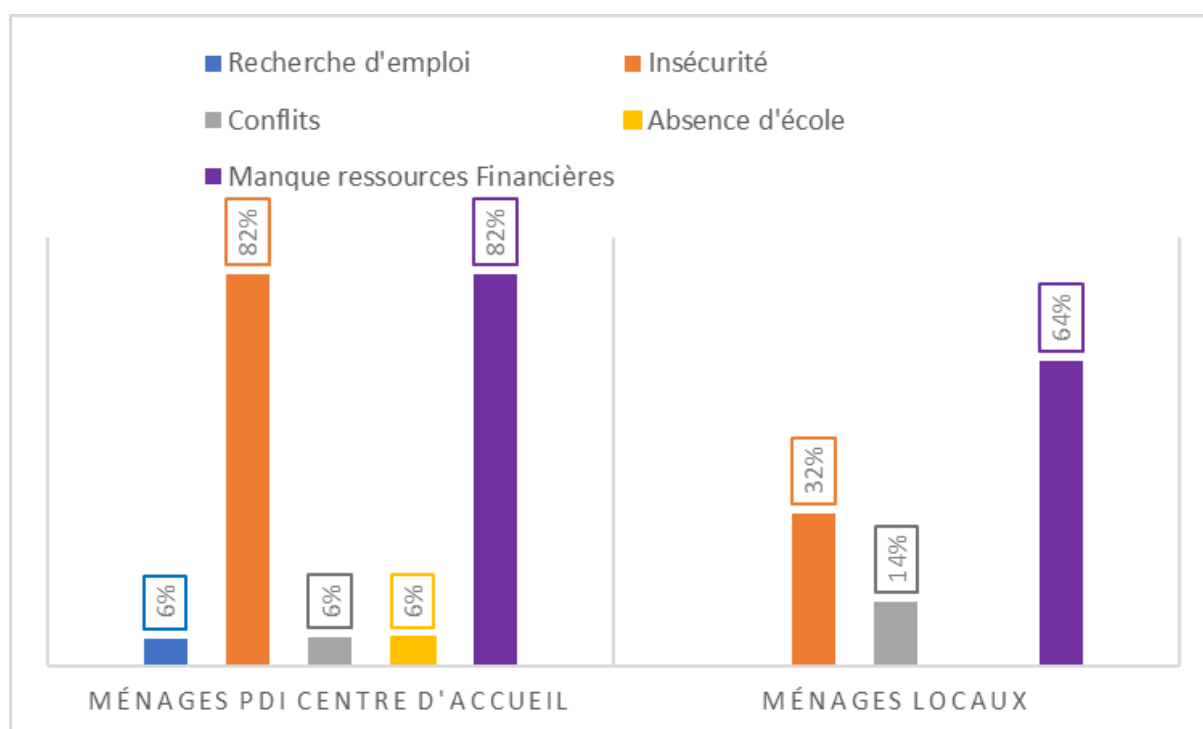


Source : réalisé par l'auteur avec les données de l'enquête

Plusieurs raisons expliquent les cas d'abandon de l'école dans les différentes catégories de ménages enquêtés. Chez les ménages PDI des centres d'accueil, l'insécurité (82% des ménages enquêtés de cette catégorie) et le manque de ressources financières (82%) sont les principales raisons de l'abandon de l'école dans la commune de Kaya. Tous les ménages locaux enquêtés expliquent l'abandon de l'école par le manque de ressources financières. En effet,

les différentes attaques terroristes effectuées dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et dans certains villages de la commune de Kaya ont entraîné, la fermeture des établissements scolaires dans ces localités, un déplacement de population en direction du centre de Kaya. Ainsi, certains élèves résidents désormais dans les centres d'accueil n'ont plus retrouvé les chemins de l'école. De même, les ménages locaux de Kaya vivent des conditions difficiles et manquent de ce fait, des ressources financières pour maintenir tous les enfants à l'école. Le graphique suivant illustre ces différentes informations.

Graphique 3 : Principales raisons de l'abandon de l'école à Kaya



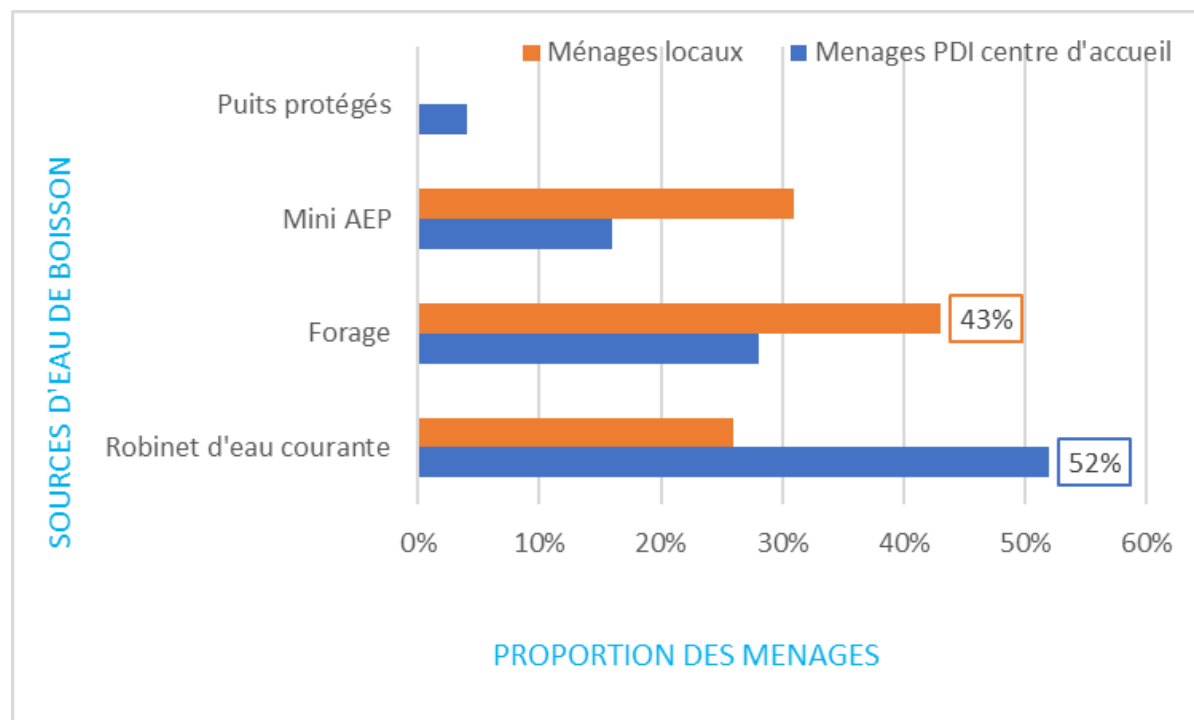
Source : réalisé par l'auteur avec les données de l'enquête

4.1.2 L'accès à l'eau, l'hygiène et l'énergie des ménages de Kaya

Selon les données de l'enquête, le robinet d'eau courante est la principale source d'eau de boisson des ménages PDI des centres d'accueil (52% des ménages enquêtés de cette catégorie). En effet, dans les centres d'accueil, l'Etat et ses partenaires ont réalisé des efforts pour faciliter l'accès à l'eau potable. Mais ces efforts restent insuffisants par rapport aux besoins en eau potable exprimés dans ces centres d'accueil. En revanche, les ménages locaux ont comme source principale d'eau de boisson, le forage (43% des ménages enquêtés de cette catégorie). Ces ménages ont donc moins accès à l'eau de robinet que les ménages PDI des centres d'accueil. Ces différentes proportions d'accès à l'eau potable à Kaya demeurent faibles. En effet, les déplacements massifs de population en direction de Kaya entraînent une forte augmentation de la demande d'eau potable par rapport à l'offre. Cette situation crée à Kaya un

problème de satisfaction des besoins en eau potable et des difficultés pour concilier les besoins en eau des populations hôtes avec ceux des populations déplacées. Les informations sur l'accès à l'eau figurent sur le graphique ci-dessous.

Graphique 4 : Principales sources d'eau de boisson des ménages à Kaya

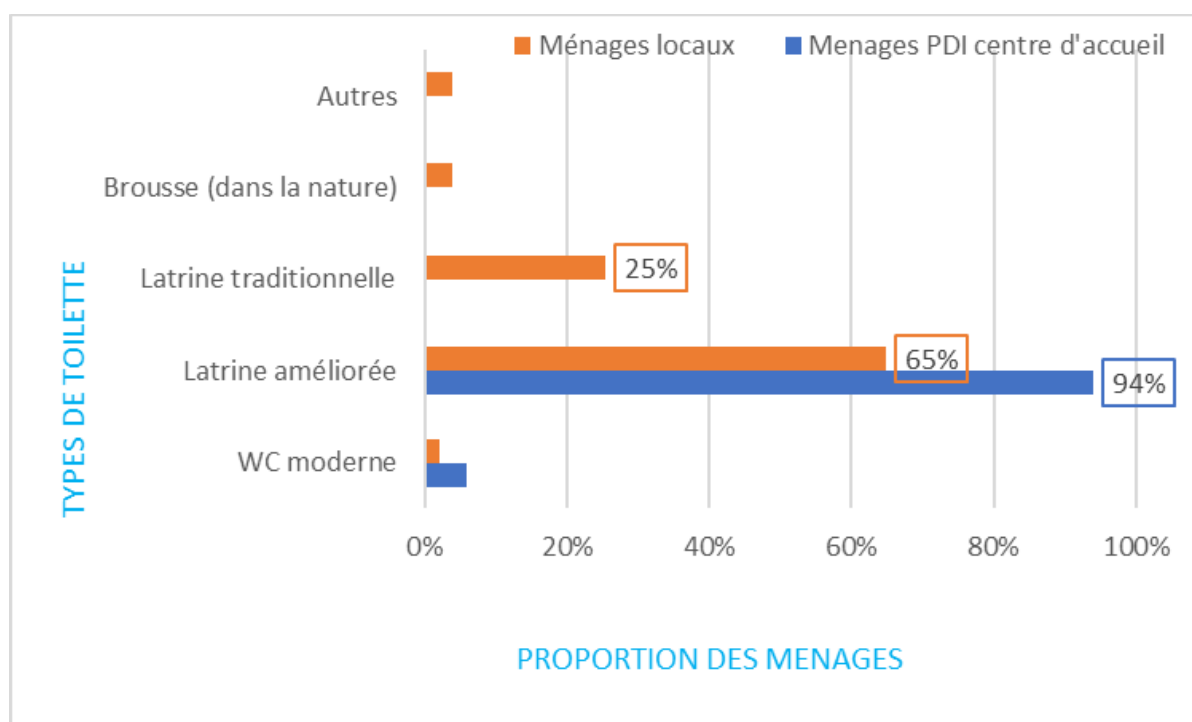


Source : réalisé par l'auteur avec les données de l'enquête

Les ménages des centres d'accueil et les ménages locaux utilisent principalement tous les latrines améliorées avec 94 % et 65% des ménages enquêtés de chaque catégorie respectivement. Mais dans les ménages locaux, 1 ménage sur 4 utilise les latrines traditionnelles. En comparant la qualité des toilettes (l'utilisation de latrines améliorées et de 'WC modernes'), les ménages PDI des centres d'accueil ont plus accès à l'hygiène et assainissement par rapport aux ménages locaux de Kaya. Dans les centres d'accueil, l'Etat burkinabè et ses partenaires ont mis en place ces types de toilettes pour les PDI. Des infrastructures pareilles existent aussi dans les ménages locaux, mais certains ménages pour des raisons personnelles ne les utilisent pas. Cependant, moins de 10% des ménages enquêtés dans les deux catégories utilise des 'WC modernes'. Cela traduit un faible accès à l'assainissement dans cette commune. En effet, l'utilisation des 'WC modernes' est un aspect important de l'hygiène et de l'assainissement. De faibles proportions de ménages dans les deux catégories ont pourtant accès à ces types de toilettes. De plus, il existe toujours des ménages locaux qui défèquent dans la brousse. Or, le

Burkina Faso, à travers son Programme national d'assainissement des eaux usées et excréta (PN-AEUE), cherche à mettre fin à la défécation à l'air libre.

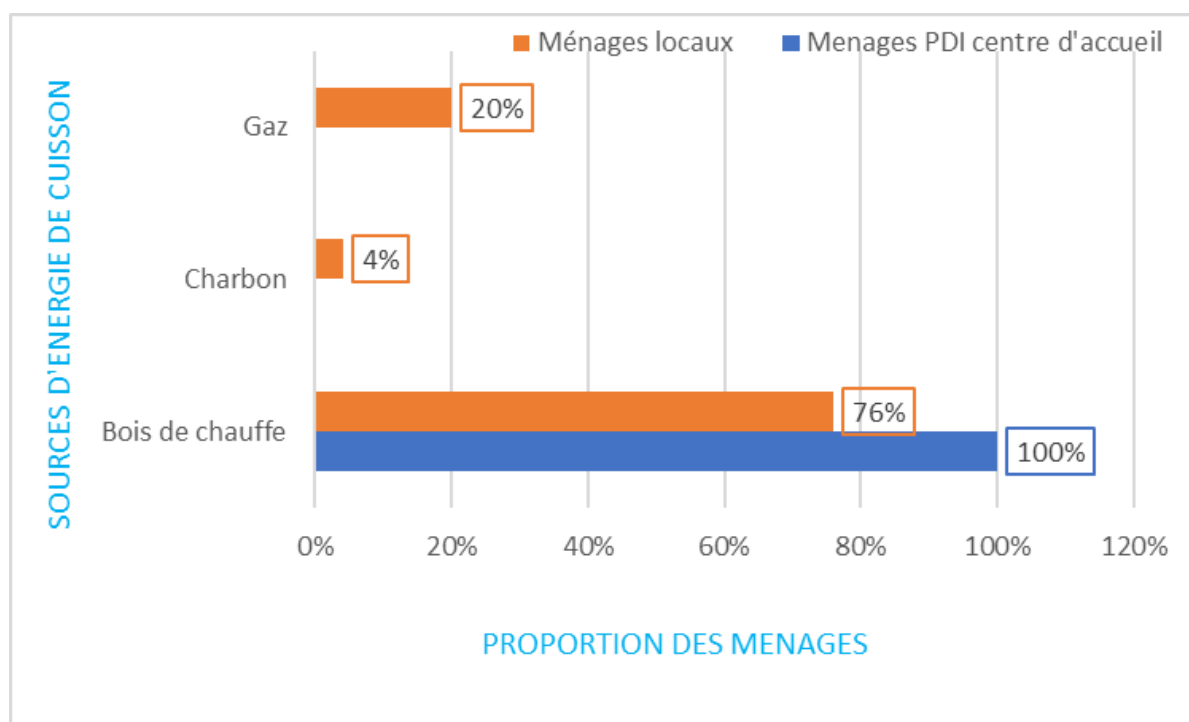
Graphique 5 : Types de toilette des ménages à Kaya



Source : réalisé par l'auteur avec les données de l'enquête

Le bois de chauffe constitue la principale source d'énergie pour la cuisson dans les deux catégories de ménages. Tous les ménages enquêtés des centres d'accueil des PDI utilisent uniquement cette source d'énergie. En revanche, les ménages locaux utilisent en plus du bois de chauffe (76% des ménages enquêtés), le charbon de bois et le gaz butane mais à de faibles proportions (4% et 20% respectivement). Cette diversité de source d'énergie de cuisson chez les ménages locaux leur donnent plus de flexibilité par rapport aux ménages des centres d'accueil. L'utilisation du bois de chauffe comme principale source d'énergie de cuisson dans les différents ménages participe à la déforestation. En effet, le Burkina Faso connaît une tendance à la régression de ses ressources ligneuses. Pour inverser cette tendance, l'Etat burkinabè a réalisé un second inventaire forestier national avec l'appui du Grand-Duché de Luxembourg à travers le projet BKF/015 « Second Inventaire Forestier National » (IFN2). Selon les résultats de cet inventaire, le volume total de bois sur pied a régressé de 7,742 millions de m³ l'an, soit un taux moyen de diminution du volume total de bois de 1,1 % l'an entre 1980 et 2014 (IFN2, 2018). Le graphique ci-dessous illustre les sources d'énergie pour la cuisson dans les 2 catégories de ménages concernées à Kaya.

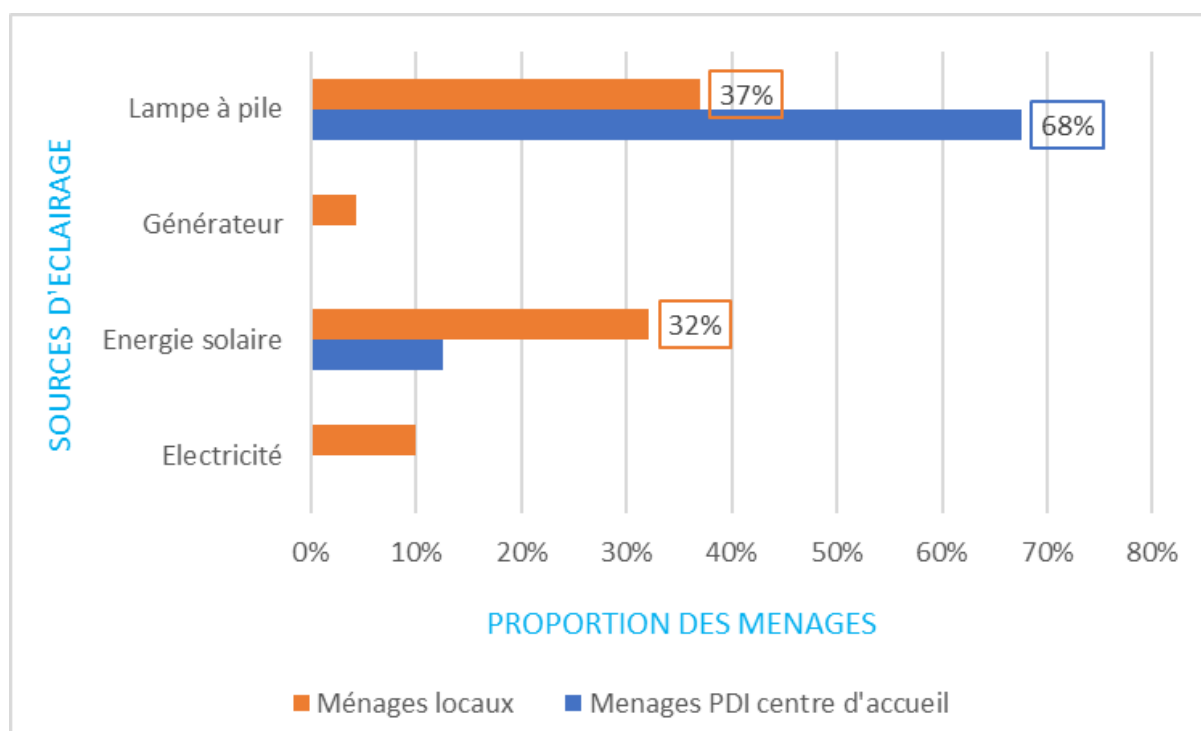
Graphique 6 : Principales sources d'énergie pour la cuisson dans les ménages



Source : réalisé par l'auteur avec les données de l'enquête

La principale source d'éclairage des 2 catégories de ménages est la lampe à pile (68% des ménages PDI des centres d'accueil enquêtés et 37% des ménages locaux enquêtés). Mais les ménages locaux combinent cette source d'éclairage avec d'autres comme l'énergie solaire (32%), l'électricité (10%) et le générateur (4%). Cela leur donne plus de flexibilité par rapport aux ménages PDI des centres d'accueil. Aucun ménage de PDI des centres d'accueil enquêtés n'utilise l'électricité comme source d'éclairage. Les proportions des ménages utilisant les différentes sources d'éclairage sont faibles dans les 2 catégories étudiées. Ces faibles proportions traduisent les dures conditions de vie des ménages de Kaya. Le Burkina Faso dispose pourtant d'une politique sectorielle en matière d'énergie couvrant la période 2014-2025. Cette politique vise à rendre l'énergie accessible à tous les ménages du pays par la promotion de l'utilisation durable des ressources endogènes et en tirant profit des opportunités de la coopération sous régionale. De même, le pays vise à l'horizon 2027, un taux d'accès à l'électricité de 60% au plan national dont 90% dans les zones urbaines et 30% pour le milieu rural.

Graphique 7 : Principales sources d'éclairage des ménages



Source : réalisé par l'auteur avec les données de l'enquête

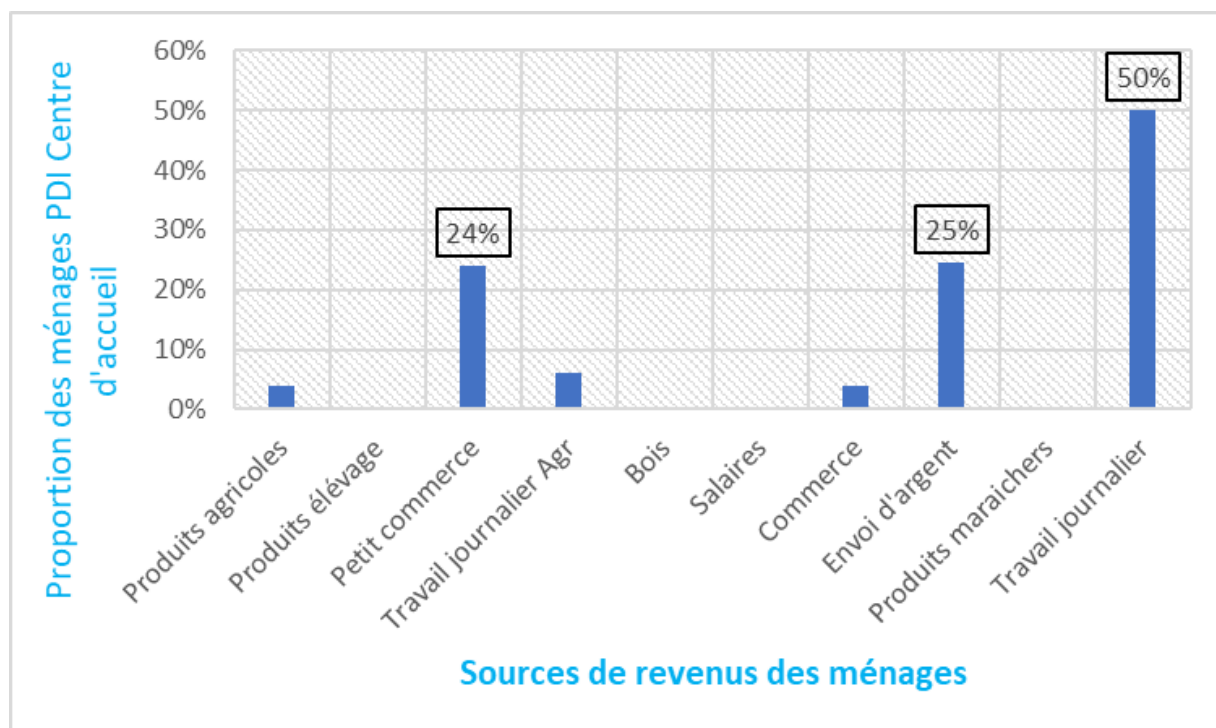
En résumé, l'accès aux différents services de base est faible et varie selon la catégorie de ménages considérée. Plus un ménage a accès à ces services, plus il est résilient et inversement. Par rapport à l'école, des situations d'abandon ont été observées dans les ménages de la commune de Kaya avec une situation plus prononcée chez les ménages de PDI des centres d'accueil. Les ménages des centres d'accueil ont plus accès à l'eau de boisson notamment le robinet d'eau courante. En revanche, les ménages locaux disposent de plus de sources d'énergie de cuisson et d'éclairage par rapport à ceux des centres d'accueil.

4.2. Les sources de revenus des ménages de Kaya

Pour identifier les différentes sources de revenus des ménages à Kaya, une dizaine de sources ont été examinées chez ces derniers. Au nombre de ces sources, les principales sources de revenus des ménages de PDI des centre d'accueil de la commune de Kaya sont : le travail journalier non agricole (50% des ménages enquêtés de cette catégorie), l'envoi d'argent par les proches en exode (25%) et le petit commerce (24%). En revanche, moins de 5% des ménages enquêtés dans cette catégorie tirent leurs revenus des activités agricoles. En effet, ces ménages n'ont pas accès aux moyens de production (terres, outils et intrants agricoles, etc.). Ce qui a un effet négatif sur la sécurité alimentaire et la résilience de ces derniers. En plus de

ces trois principales sources de revenus, d'autres sources ont été identifiées chez ces ménages mais à de faibles proportions (travail journalier agricole, commerce et vente de produits agricoles). A la différence des ménages locaux, les ménages de PDI des centres d'accueil enquêtés n'ont pas de revenus liés à la vente de produits de l'élevage, du bois, des produits maraichers et aux salaires. Ces ménages ayant été déplacés du fait principalement de l'insécurité, ne sont plus en mesure de mener ces activités.

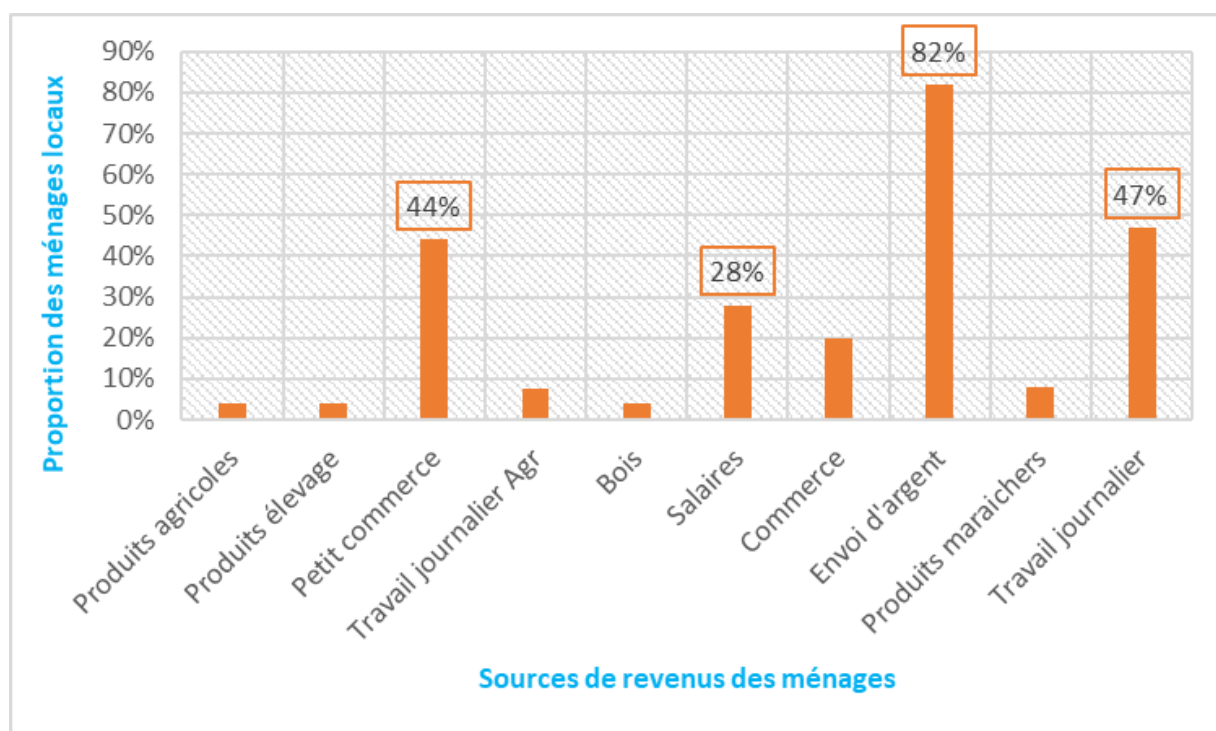
Graphique 8 : Sources de revenus des ménages PDI des centres d'accueil



Source : réalisé par l'auteur avec les données de l'enquête

Toutes les sources de revenus examinées existent chez les ménages locaux de Kaya. Les principales sources de revenus de ces ménages sont : l'envoi d'argent par les proches en exode (82%), le travail journalier non agricole (47% des ménages enquêtés) et le petit commerce (44%). En plus de ces trois principales sources de revenus, d'autres sources de revenus ont été identifiées chez ces ménages entre autres, les salaires (28% des ménages locaux enquêtés) et le commerce/entrepreneuriat (20%). Cette diversité de source de revenus offre plus de capacité de résilience à ces ménages par rapport à ceux des centres d'accueil. Cependant, les proportions des ménages locaux concernés par ces sources de revenus supplémentaires sont faibles. En effet, les ménages locaux de Kaya sont en majorité pauvres et ont un faible accès aux moyens de productions.

Graphique 9 : Sources de revenus des ménages locaux de Kaya



Source : réalisé par l’auteur avec les données de l’enquête

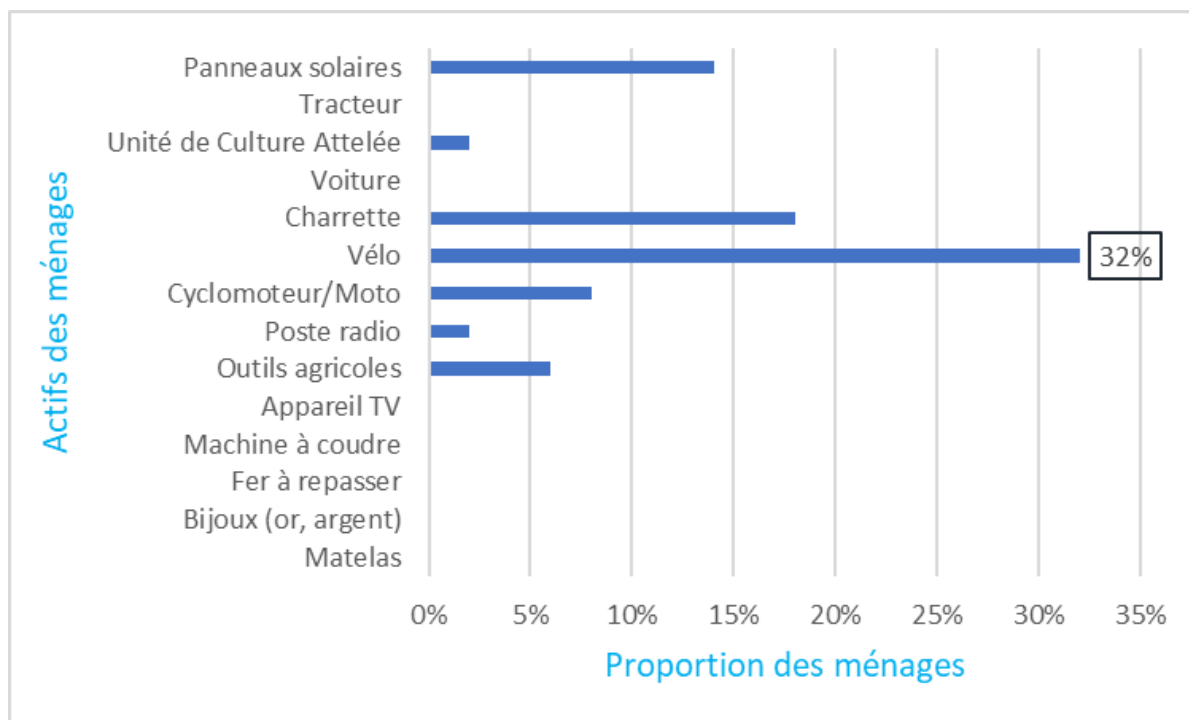
En résumé, les ménages locaux ont plus de sources de revenus par rapport aux ménages des centres d’accueil des PDI. Plus les ménages ont des sources de revenus, plus ils peuvent résister aux chocs imposés par les crises. En plus des sources de revenus identifiées chez les ménages PDI des centres d’accueil, les ménages locaux ont des revenus liés à la vente de produits de l’élevage, du bois, des produits maraichers et aux salaires. Les ménages locaux ont donc, plus de capacité de résilience par rapport à ceux des centres d’accueil. La diversité de sources de revenus confère à ces ménages plus de flexibilité vis-à-vis des chocs.

4.3. La situation des actifs productifs et non productifs des ménages de Kaya

Les ménages des centres d’accueil de PDI sont les plus pauvres en termes d’actifs productifs et non productifs. Seulement 32% des ménages enquêtés de cette catégorie disposent de vélos. Aucun ménage enquêté de cette catégorie ne dispose de voiture, de machine à coudre, de matelas fonctionnels et de bijoux de valeur. En effet, face au risque de perte de vie, ces ménages ont fui leurs localités d’origine sans emporter la plupart de leurs biens. De même, certains ont vendu les biens qu’ils ont pu transporter pour couvrir des besoins vitaux (alimentation, santé, etc.). Les proportions des ménages de PDI des centres d’accueil ayant des actifs sont donc faibles. De plus, les principaux biens identifiés sont des actifs non productifs. Cette situation

traduit une faible capacité de résilience de ces ménages. En effet, plus les ménages disposent d'actifs productifs, plus ces ménages peuvent développer des initiatives pour résister à l'adversité et inversement. Cette catégorie de ménages a donc, une très faible capacité de résilience vis-à-vis de la crise. Le graphique ci-dessous illustre ces différentes informations.

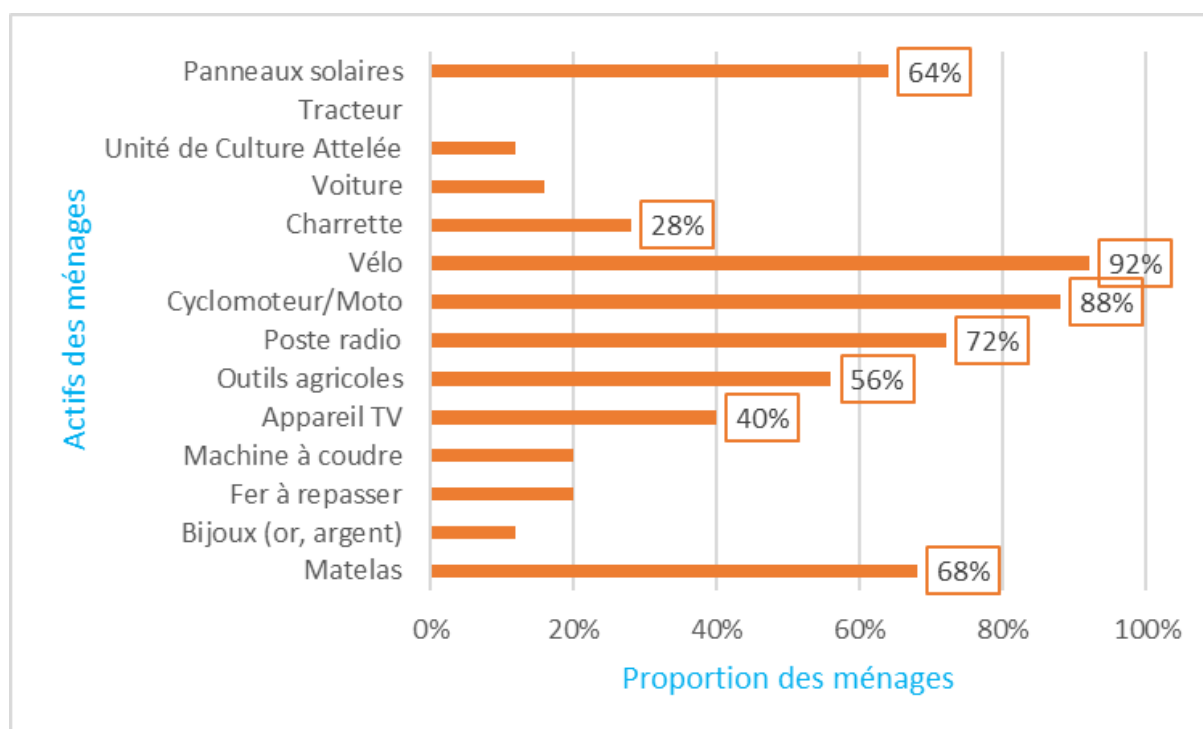
Graphique 10 : Actifs productifs et non productifs des ménages de PDI des centres d'accueil de Kaya



Source : réalisé par l'auteur avec les données de l'enquête

Contrairement aux ménages de PDI des centres d'accueil, les ménages locaux de Kaya ont plus d'actifs productifs et non productifs. Au moins, plus de 1 ménage sur 3 enquêtés dans cette catégorie possède au moins un panneau solaire, une charrette, un vélo, une moto, un poste radio, des outils agricoles, un appareil TV et un matelas fonctionnel. Ces ménages ont aussi une faible capacité de résilience du fait de l'ampleur des contraintes que leurs imposent la crise. Cependant, ces ménages sont plus résilients par rapport à ceux des centres d'accueil des PDI.

Graphique 11 : Actifs productifs et non productifs des ménages locaux de Kaya



Source : réalisé par l'auteur avec les données de l'enquête

Les proportions des ménages de Kaya ayant ces principaux actifs sont faibles. Ce qui traduit une faible capacité de résilience de façon globale. Les ménages locaux de Kaya ont plus d'actifs productifs et non productifs que les ménages des centres d'accueil de Kaya. Ces ménages locaux ont donc, une plus grande capacité de résilience par rapport ceux des centres d'accueil. Certains PDI laissent les centres d'accueil pour se diriger vers les ménages locaux pour ce motif.

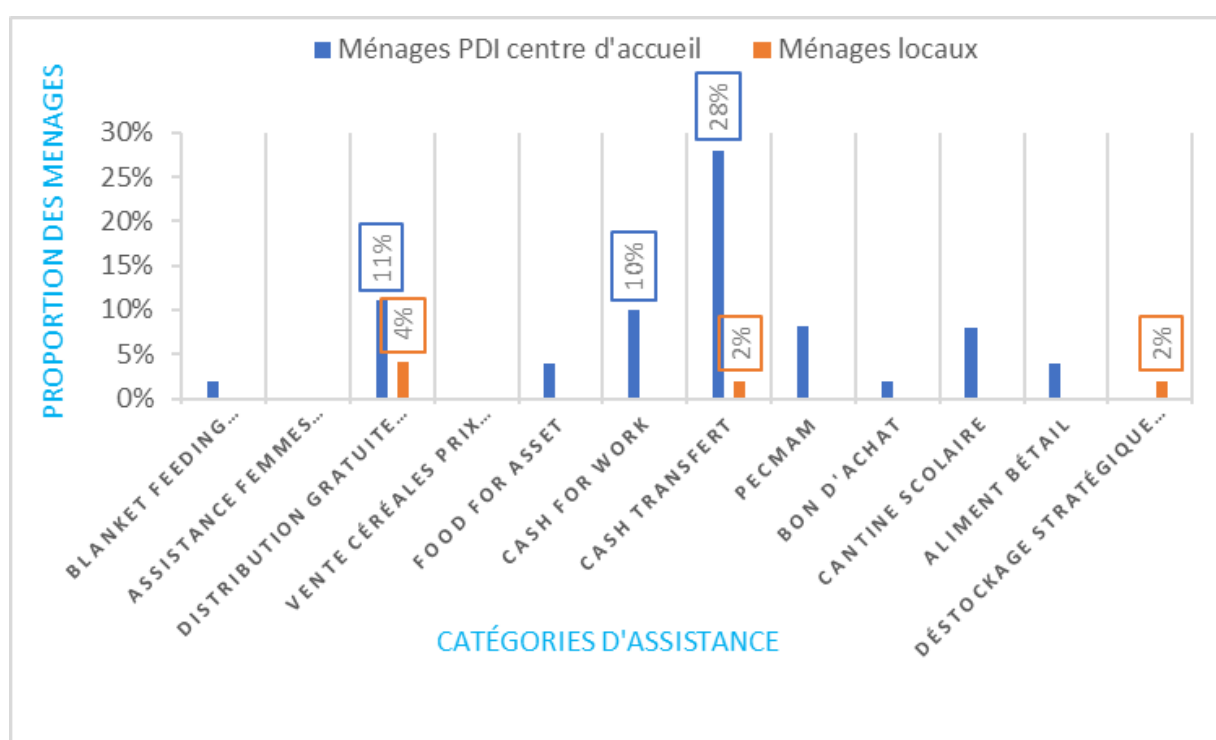
4.4. La situation des transferts sociaux à Kaya

Face à la dégradation continue des conditions de vie des ménages de la commune de Kaya, l'Etat burkinabé, appuyé par les différents partenaires au développement et de l'humanitaire, apporte une assistance multiforme à ces ménages. Parmi les catégories d'assistance, 'l'assistance des femmes enceintes et allaitantes', l'aide de nature 'Distribution Gratuite Ciblée' et les 'cash transferts' sont les plus fréquentes de façon générale. Toutefois, les catégories d'assistance varient selon le type de ménage considéré. En effet, selon les données de l'enquête, les ménages locaux bénéficient seulement de trois catégories d'assistances : l'aide de nature 'Distribution Gratuite Ciblée' (4% des ménages locaux enquêtés), les 'cash transferts'(2%) et l'aide de nature 'Déstockage stratégique des animaux' (2%). L'assistance aux ménages locaux est donc, non diversifiée et très faible. Cette situation est très préoccupante

dans la mesure où elle impacte la capacité de résilience de ces ménages et peut générer des conflits entre ces ménages et les autres types de ménages.

Les ménages de PDI des centres d'accueil quant à eux, bénéficient de diverses formes d'assistance. Par exemple, 28% des ménages PDI des centres d'accueil enquêtés bénéficient du 'cash transfert', 11% de l'aide de nature 'Distribution Gratuite Ciblée' et 10% du 'cash for work'. Mais les proportions de cette catégorie de ménages bénéficiant de l'assistance restent faibles par rapport aux besoins exprimés. Cela s'explique entre autres, par le rétrécissement des fonds d'assistance humanitaire imposé par le contexte international (les conséquences de la crise en Ukraine) et l'augmentation progressive du nombre de PDI dans les sites d'accueil.

Graphique 12 : catégories d'assistances aux ménages de Kaya



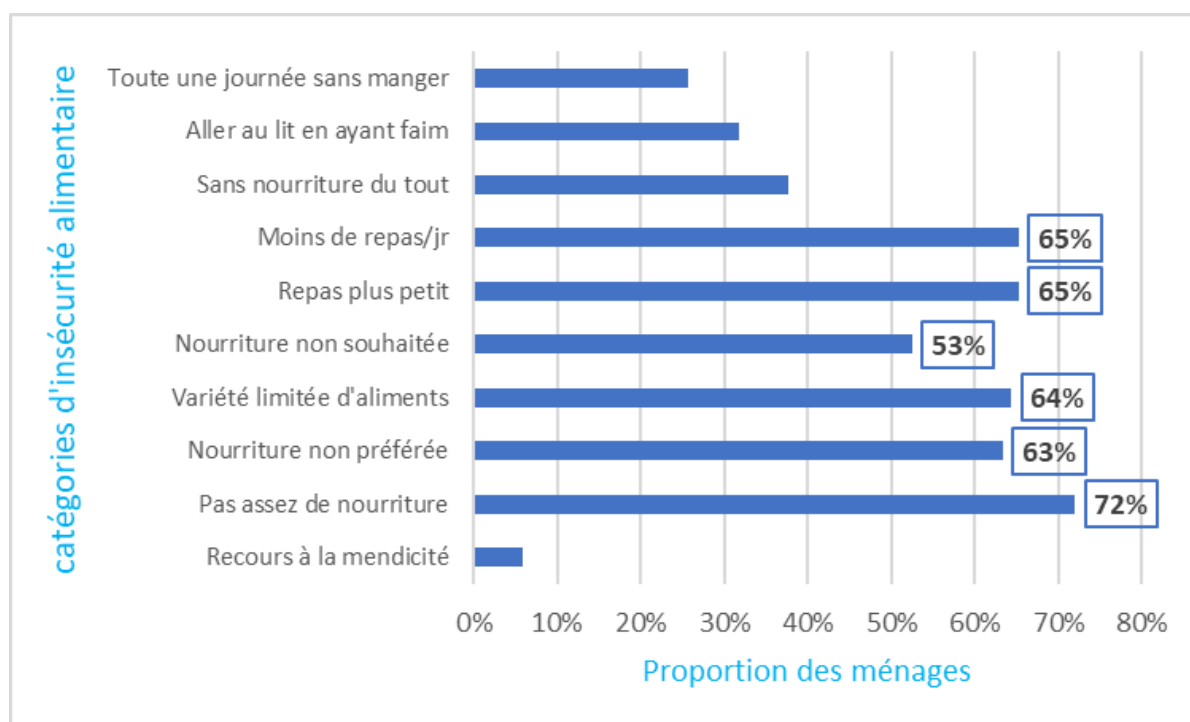
Source : réalisé par l'auteur avec les données de l'enquête

Les différentes assistances aux divers types de ménages demeurent nettement faibles par rapport aux besoins exprimés. Les ménages de PDI des centres d'accueil bénéficient de plus d'assistances par rapport aux ménages locaux. Ces faibles niveaux d'assistances s'expliquent entre autres, par le rétrécissement des fonds d'assistance humanitaire et l'augmentation progressive du nombre de PDI dans les centres d'accueil et dans les ménages locaux d'accueil.

4.5. La situation de l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire des ménages de Kaya a été appréciée selon une analyse de plusieurs catégories. Dans la plupart de ces catégories d'insécurité alimentaire considérées, plus de 1 ménage sur 2 enquêtés déclarent être concerné durant le mois d'avril 2022. A titre illustratif, 72 % des ménages enquêtés à Kaya n'avaient pas assez de nourriture durant cette période. De même, 64% des ménages enquêtés ont consommé un variété limitée d'aliments et 65% des ménages enquêtés ont consommé un repas plus petit que d'habitude et moins de repas par jour sur la période considérée. En effet, des ménages sont passés d'une situation de 3 à 4 repas par jour à une situation de 1 ou 0 repas par jour, plus petit et de moindre qualité. De plus, le recours à la mendicité concerne au moins 5% des ménages enquêtés, ce qui est très regrettable. Cette situation traduit le niveau de précarité des ménages de la localité imposé par la crise et par voie de conséquence, la très faible capacité de résilience de ces ménages. Pour rappel, le niveau de la sécurité alimentaire, composante principale du bien-être, est l'indicateur du processus de résilience (FAO, 2008).

Graphique 13 : Insécurité alimentaire des ménages de Kaya

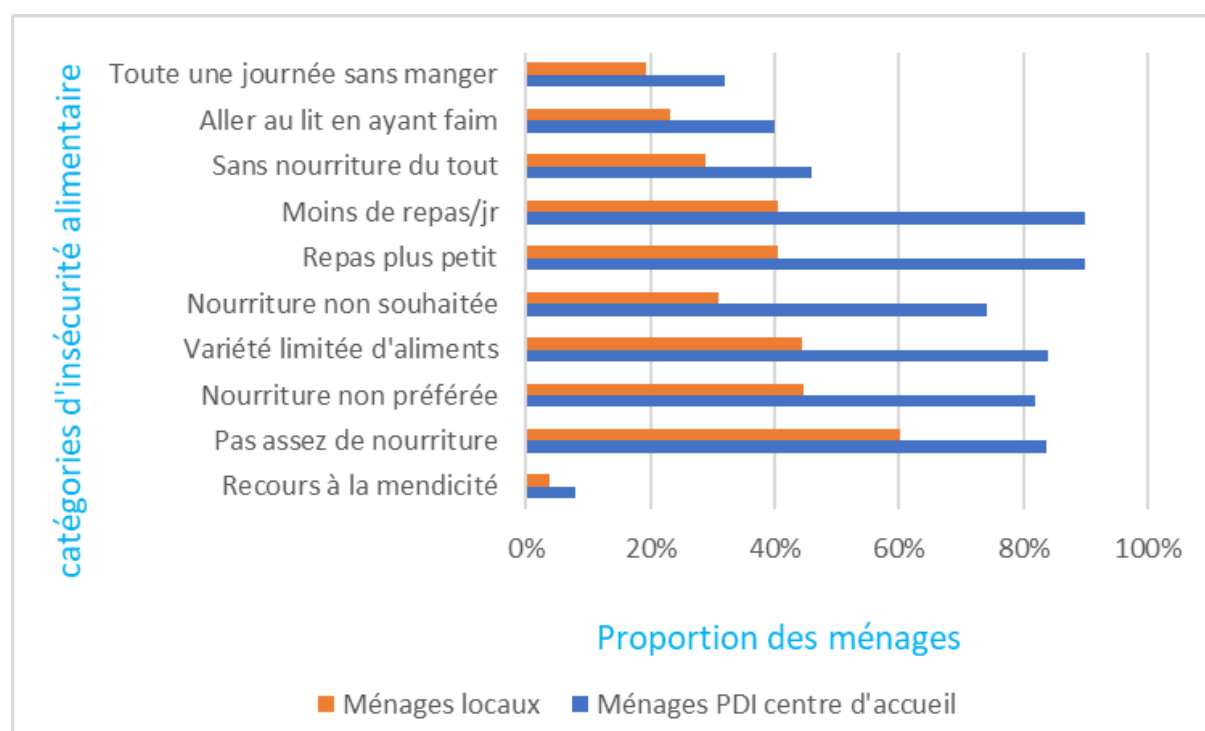


Source : réalisé par l'auteur avec les données de l'enquête

Les différentes catégories d'insécurité alimentaire sont plus observées au niveau des ménages de PDI des centres d'accueil que dans les ménages locaux. Par exemple, 84% des ménages enquêtés ont consommé une variété limitée d'aliments contre 45 pour les ménages locaux. De même, 90% des ménages enquêtés ont consommé un repas plus petit que

d'habitude et moins de repas par jour sur la période considérée contre 40% pour les ménages locaux. Cette situation est la résultante de l'ensemble des facteurs de la résilience des ménages précédemment analysés. Les ménages des centres d'accueil ont moins de sources de revenus, d'actifs et d'accès aux services de base que les ménages locaux. Cependant, selon les résultats de l'enquête, les ménages locaux ayant accueilli des PDI ont un niveau d'insécurité alimentaire plus élevé que les ménages locaux qui n'ont pas accueilli des PDI. En effet, ces ménages subissent une augmentation de leurs dépenses du fait des PDI qu'ils hébergent. Ils ont de ce fait, des charges supplémentaires en termes entre autres, d'alimentation, de santé, d'éducation et de logement. Certains de ces ménages ont dû vendre tout ou une partie de leurs biens pour prendre en charge les PDI accueillis, qui ont des liens familiaux avec eux.

Graphique 14 : Insécurité alimentaire par type de ménages à Kaya



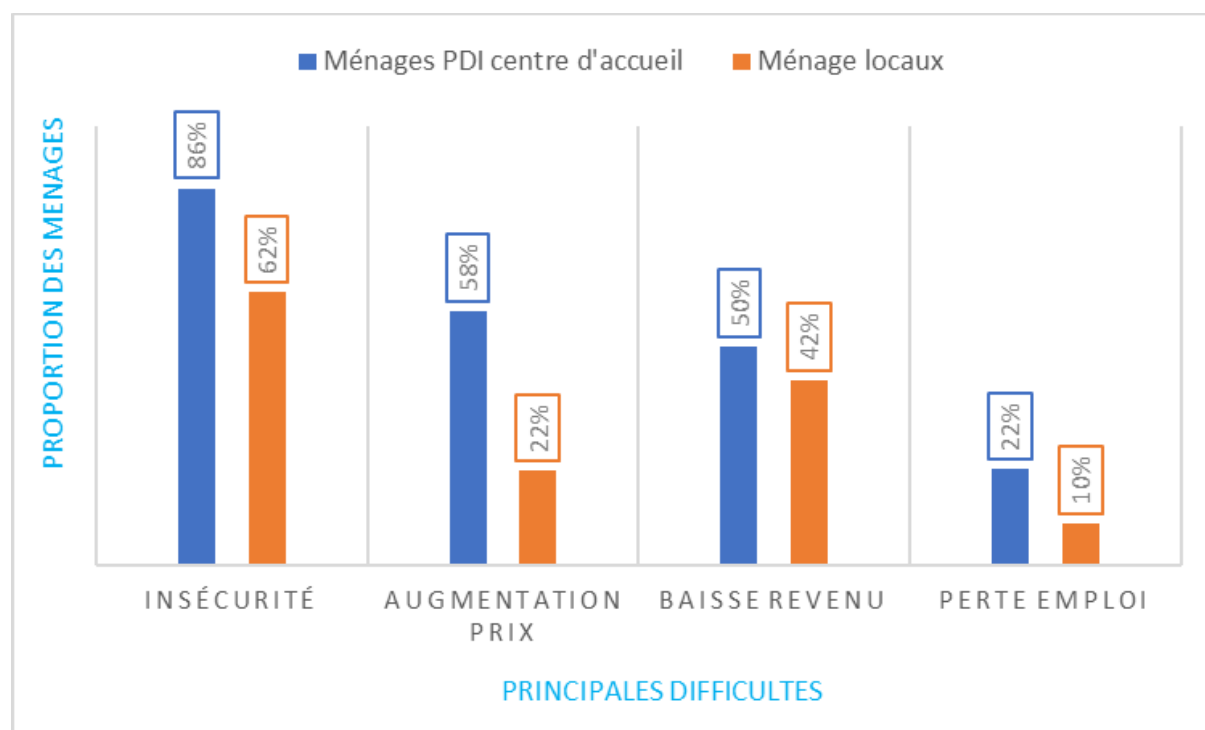
Source : réalisé par l'auteur avec les données de l'enquête

4.6. Les principales difficultés des ménages de Kaya les 12 derniers mois

Pour identifier les principales difficultés des ménages de Kaya les 12 derniers mois précédents l'enquête, les échanges ont porté sur 19 éventuelles difficultés (voir questionnaire en annexe). Au nombre de toutes ces difficultés, quatre principales difficultés se dégagent chez les ménages de la commune de Kaya à savoir : l'insécurité (74,3% des ménages enquêtés), la baisse de revenus (42,6%), l'augmentation des prix des denrées alimentaires (39,6%), et la perte d'emploi (15,8%).

Concernant l'insécurité (les attaques), les ménages des centres d'accueil des PDI sont les plus éprouvés par cette difficulté (86 % des ménages enquêtés de cette catégorie). Les ménages locaux sont moins affectés par l'insécurité (40 % des ménages enquêtés de cette catégorie). Concernant l'augmentation des prix des denrées alimentaires, les ménages des centres d'accueil des PDI sont les plus affectés par cette difficulté. En effet, 58% de ces ménages enquêtés sont touchés par cette augmentation des prix. Ces ménages dépendent fortement de l'assistance humanitaire. Or, comme indiqué dans la section 4.4 précédente, le niveau de l'assistance humanitaire à Kaya demeure faible par rapport aux besoins exprimés. Par conséquent, ces ménages qui ont moins de sources de revenus, éprouvent assez de difficultés pour combler leurs besoins alimentaires. Les ménages locaux sont moins affectés par cette hausse des prix avec 24%. Concernant la baisse de revenus, les ménages des centres d'accueil de PDI sont les plus concernés par cette difficulté. Tous les ménages enquêtés de cette catégorie ont été touchés. Les ménages locaux (36% des ménages locaux enquêtés) sont aussi concernés par la baisse de revenus. En ce qui concerne la perte d'emploi, les ménages des centres d'accueil de PDI sont encore les plus affectés (22% des ménages enquêtés de cette catégorie). Seulement 4% des ménages locaux enquêtés sont concernés par la perte d'emploi.

Graphique 15 : Principales difficultés des ménages de Kaya



Source : réalisé par l'auteur avec les données de l'enquête

4.7. Les résultats des focus groups

D'une manière générale, les résultats des focus groups des femmes et des focus groups des hommes réalisés dans les centres d'accueil convergent sur les différentes thématiques abordées. Il en est de même des focus groups des femmes et des hommes réalisés en dehors des centres d'accueil. De même, les différents résultats des focus groups corroborent et consolident ceux de l'enquête de ménages précédemment présentés.

4.7.1 Les résultats des focus groups dans les centres d'accueil des PDI

Photo 2 : focus group des hommes



Source : Adama OUEDRAOGO, le 27 avril 2022

La situation est très préoccupante pour l'ensemble des acteurs ayant pris part aux focus groups. Tous les participants ont admis une dégradation de leurs situations socio-professionnelles depuis l'avènement de l'insécurité et par rapport à leurs situations antérieures. Les principales activités des PDI étaient l'agriculture, l'élevage et le petit commerce. Cependant, ces PDI sont actuellement sans occupation et dans le meilleur des cas, font des petits travaux journaliers. Concernant les zones d'origines, les PDI de la commune de Kaya proviennent majoritairement des autres communes de la région du Centre-Nord notamment la commune de Barsalogho (des villages de Sidga, Barow, Fobé et Dablo), la commune de Pisla

(des villages de Ribla, Rofinega), la commune de Bouroum (du village de Silmagué) et la commune de Bourouma (du village de Barow). D'autres PDI proviennent des régions environnantes notamment la région du Sahel et la région du Nord. Selon les enquêtés, toutes ces zones de provenance des PDI ont connu des attaques et/ou des menaces terroristes, obligeant les populations à prendre la fuite.

Au titre de l'accès aux services sociaux de base, les PDI des centres d'accueil admettent un effort du gouvernement et de ses partenaires au développement et de l'humanitaire à mettre à disposition des écoles et des centres de santé. Toutefois, la qualité de ces services pose un problème. De plus, ils ont révélé plusieurs cas d'abandon de l'école du fait principalement de manque de ressources financières et de l'insécurité alimentaire. Ces informations corroborent les résultats de l'enquête de terrain précédemment présentés. En effet, l'enquête a révélé que 71% des ménages PDI des centres d'accueil enquêtés ont connu au moins un cas d'abandon d'école.

Concernant les actifs productifs et non productifs, les ménages de PDI ont fui leurs zones d'origine sans emporter leurs actifs et ne disposent donc plus de biens. Ils y ont aussi laissé des produits agricoles (des récoltes et des stocks) et d'élevage. Ils connaissent de ce fait, une diminution de leurs revenus et sources de revenus, leur consommation alimentaire et une insécurité alimentaire grandissante. Ils développent donc, des stratégies de survie au nombre desquelles, (i) la réduction du nombre de repas quotidiens (de 3 ou 4 repas quotidiens à 1 ou sans repas), (ii) la consommation des aliments moins préférés et moins chers, (iii) la diminution des quantités consommées pendant les repas, (iv) la restriction de la consommation des adultes pour permettre aux plus jeunes de manger davantage, (v) l'achat de vivres à crédit, et (vi) l'envoi d'un membre du ménage pour manger chez des parents/voisins. Ces déclarations sont aussi conformes aux résultats de l'enquête de ménages. Selon ces résultats, les ménages de PDI des centres d'accueil de Kaya n'ont pas assez d'actifs productifs et non productifs. Seulement 32% des ménages de PDI enquêtés de cette catégorie disposent de vélos. Aucun ménage enquêté ne dispose de voiture, de machine à coudre, de matelas fonctionnels, de bijoux de valeur. De même, 90% des ménages ont consommé un repas plus petit que d'habitude et également 90% ont consommé moins de repas par jour sur la période considérée dans l'enquête.

Au titre des transferts sociaux, les ménages de PDI des centres d'accueil bénéficient de certains transferts à savoir, (i) le 'Blanket Feeding/Assistance Nutritionnelle aux enfants de 6 à 23 mois', (ii) l'Assistance aux femmes enceintes et femmes allaitantes', (iii) la 'Distribution Gratuite Ciblée', (iv) le 'Cash transfert'(Distribution gratuite d'argent y compris filets so-

ciaux), (v) la ‘PECMAN’ (Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë Modérée) et (vi) la ‘cantine scolaire’. Ce résultat consolide les données de l’enquête de ménages relatives à l’assistance aux ménages. Selon ces données, 28% des ménages de PDI des centres d’accueil enquêtés bénéficient du ‘cash transfert’, 11% de l’aide de nature ‘Distribution Gratuite Ciblée’ et 10% du ‘cash for work’.

Concernant les principales difficultés, les PDI dans les centres d’accueil ont été le plus confrontés les 12 derniers mois à la perte d’emploi, à l’insécurité, au remboursement de dettes, à des chocs psychologiques, à l’augmentation des prix des denrées alimentaires. Ce résultat renforce ceux obtenus dans l’enquête. Concernant les solutions, les PDI suggèrent la lutte contre le terrorisme, l’augmentation de l’assistance alimentaire, l’appui pour l’élevage et le retour dans leurs zones d’origine.

Photo 3 : Focus group des femmes



Source : Adama OUEDRAOGO, le 27 avril 2022

4.7.2 Les résultats des focus groups dans les ménages locaux de Kaya

En dépit des difficultés identifiées dans ces ménages, leur situation est moins alarmante par rapport aux ménages des centres d’accueil. Tous les participants aux focus groups ont admis une dégradation de leurs situations socio-professionnelles depuis l’avènement de l’insécurité

et par rapport à leurs situations antérieures. Cette dégradation est plus ressentie dans les ménages locaux ayant accueilli des PDI que dans les ménages locaux à cause de l'augmentation de la taille de ces ménages et par voie de conséquence, de leurs besoins. Toutefois, les ménages locaux poursuivent toujours leurs activités d'agriculture, d'élevage et de petit commerce.

Au titre de l'accès aux services sociaux de base, ces ménages reconnaissent aussi l'effort de l'Etat burkinabè et de ses partenaires au développement et de l'humanitaire à mettre à disposition des écoles et des centres de santé. Toutefois, le problème de qualité des services précédemment identifié dans les ménages de PDI des centres d'accueil se pose aussi ici. Contrairement au cas des ménages de PDI des centres d'accueil, les cas d'abandon de l'école du fait principalement de manque de ressources financières, de l'insécurité alimentaire sont moins élevés dans les ménages locaux. Ces informations corroborent aussi les résultats de l'enquête de terrain précédemment présentés. En effet, l'enquête a révélé que 60 % des ménages locaux enquêtés ont connu au moins un cas d'abandon d'école et le manque ressources financières (64%) justifie principalement les abandons de l'école dans ces ménages. Les dépenses d'éducation et de santé des ménages locaux sont relativement plus élevées.

Concernant les actifs productifs et non productifs, les ménages locaux disposent toujours d'une partie de leurs biens, des produits agricoles et d'élevage. Selon les données de l'enquête, plus de 1 ménage sur 3 enquêtés dans cette catégorie possède au moins un panneau solaire, une charrette, un vélo, une moto, un poste radio, des outils agricoles, un appareil TV et un matelas fonctionnel. Cependant, ils connaissent tout de même une diminution de leurs revenus et sources de revenus, leur consommation alimentaire et une insécurité alimentaire grandissante surtout dans le cas des ménages locaux qui ont accueilli des PDI. Cette diminution s'explique entre autres, par l'augmentation de la taille et des charges des ménages. Les ménages locaux ayant accueilli des PDI ont vendu une partie importante de leurs actifs pour couvrir les besoins supplémentaires de première nécessité. La situation alimentaire est difficile mais relativement acceptable dans ces ménages par rapport aux ménages de PDI dans les centres d'accueil. Cela est aussi conforme aux résultats de l'enquête.

Au titre des transferts sociaux, les ménages locaux reçoivent moins de transferts que les ménages de PDI des centres d'accueil. Ils bénéficient dans une moindre proportion de certaines assistances à savoir, (i) le 'Blanket Feeding/Assistance Nutritionnelle aux enfants de 6 à 23 mois', (ii) l'Assistance aux femmes enceintes et femmes allaitantes', (iii) la 'PECMAN' et (iv) la 'cantine scolaire'. Ce résultat consolide aussi les données de l'enquête de ménages relatives à l'assistance aux ménages. Selon ces données, les ménages locaux bénéficient seule-

ment de trois catégories d'assistances : l'aide de nature 'Distribution Gratuite Ciblée' (4% des ménages locaux enquêtés), les 'cash transferts'(2%) et l'aide de nature 'Déstockage stratégique des animaux' (2%).

Concernant les principales difficultés, les ménages locaux ont été le plus confrontés les 12 derniers mois à l'insécurité, à l'augmentation des prix des intrants agricoles et des denrées alimentaires, à l'augmentation des dépenses de santé et d'éducation et aux chocs climatiques.

Concernant les solutions, ces ménages suggèrent aussi la lutte contre le terrorisme, l'augmentation de l'assistance alimentaire et surtout un appui pour leurs activités productives.

D'une manière générale, les résultats des focus groups et de l'enquête de ménages convergent sur les mêmes conclusions et se complètent.

5. ANALYSE DES PRINCIPAUX RÉSULTATS ET DISCUSSIONS

La capacité de résilience des ménages de la commune de Kaya a été appréciée principalement par l'accès aux services de base, les actifs productifs et non productifs, les sources de revenus des ménages et les transferts sociaux. Cette approche est fondée sur le cadre théorique et pratique d'analyse de la résilience de la FAO en 2008 et mis à jour en 2016 (FAO, 2008 ; 2016). D'une manière générale, les résultats obtenus mettent en exergue une faible capacité de résilience des ménages de Kaya. De même, la capacité de résilience des ménages de Kaya varie selon le type de ménages considéré. Les ménages de PDI des centres d'accueil sont les plus affectés par les diverses crises que traversent actuellement le Burkina Faso. Les principaux résultats présentent une certaine cohérence vis-à-vis des résultats d'autres études et rapports de situation publiés par l'Etat et ses partenaires humanitaires sur les réalités de cette commune. Cependant, les résultats obtenus contiennent une certaine spécificité par rapport aux études antérieures sur la résilience. En effet, la plupart des travaux sur la résilience des ménages met en évidence l'importance des piliers de la résilience conçus dans l'approche RIMA de la FAO. Notre étude en plus de cela, procède à une comparaison entre deux groupes de ménages aux réalités différentes (les ménages locaux et les ménages PDI des centres d'accueil) en vue de mieux orienter les prises de décisions. L'étude sur la résilience des ménages en Ouganda (FAO, 2018) a certes permis aussi une comparaison entre des populations de réfugiés et des communautés d'accueil, mais les résultats de cette dernière sont contraires à ceux de la présente étude. Les résultats de cette étude ont indiqué un niveau de

résilience relativement plus élevé chez les populations de réfugiés par rapport aux communautés d'accueil (FAO, 2018).

5.1 De l'accès aux services de bases des ménages de Kaya

L'accès aux différents services de base diffère selon le type de ménage considéré.

Par rapport à l'accès à l'école, des situations d'abandon ont été observées dans les deux catégories de ménages considérées à Kaya mais les ménages de PDI des centres d'accueil sont les plus concernés. Selon les enquêtés, cette situation s'explique principalement par l'insécurité et le manque de ressources financières (82% des ménages de PDI des centres d'accueil enquêtés). Chez les ménages locaux, le manque de ressources financières est la principale cause (64% des ménages locaux enquêtés). En effet, des groupes armés terroristes ont attaqué plusieurs localités du pays. Ils ont aussi formulé des menaces de tueries et des intimidations aux populations dans certaines localités. Cela a donc contraint les populations concernées à se déplacer vers les centres urbains dont Kaya principalement. Cette situation a également entraîné la fermeture d'écoles et de centres de santé, les symboles de l'Etat étant les plus visés par les groupes armés terroristes. Par conséquent, un nombre important d'enfants ont abandonné l'école. Selon les statistiques du ST-ESU du ministère en charge de l'Education Nationale du Burkina Faso, le nombre d'établissements scolaires fermés au Burkina Faso du fait de l'insécurité est estimé à 3 664 au 31 mars 2022, soit 14,60 % des structures éducatives du pays (ST-ESU, 2022). Selon la même source, les régions du Nord, de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Est, du Centre-Nord, de l'Est et du Sahel sont les plus concernées par ces fermetures d'écoles. Cette situation affecte globalement 579 440 élèves et 17 251 enseignants. Le nombre d'élèves affecté par les crises est passé de 977 187 au 30 novembre à 1 076 155 au 31 décembre 2022 (ST-ESU, 2022). Le nombre d'établissements d'accueil des élèves déplacés internes (EDI) est passé de 6 459 à 6 707 sur cette période. La région du Centre-Nord compte au 31 décembre 2022, 425 établissements scolaires fermés, affectant 61 363 élèves et 1 468 enseignants. Les résultats de notre enquête sont donc en phase avec ces différentes statistiques officielles.

Concernant l'accès à l'eau de boisson, les ménages de PDI des centres d'accueil ont plus accès au robinet d'eau courante. En effet, dans les centres d'accueil, l'Etat et ses partenaires ont mis à disposition des ménages, des robinets pour leur faciliter l'accès à l'eau potable. Cependant, les proportions des ménages ayant accès à l'eau potable à Kaya demeurent faibles. Selon les données de l'enquête, seulement 52% des ménages PDI des centres d'accueil ont accès à l'eau de robinet comme principale source d'eau de boisson contre 26% pour les ménages locaux enquêtés. Le Burkina Faso a pourtant adopté en 2015 une politique nationale de

l'eau, en lien avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), ayant pour cible l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici 2030. La crise sécuritaire compromet donc l'atteinte de ces objectifs au Burkina Faso. Dès lors, le faible accès à l'eau potable mis en exergue par la présente enquête, s'inscrit dans cette tendance.

Concernant **l'accès à l'assainissement**, les données de l'enquête ont aussi révélé un faible accès. A titre illustratif, moins de 10% des ménages de Kaya utilisent les 'WC modernes'. Or, un accès adéquat à l'assainissement impacte considérablement la santé de la population. En effet, le Burkina Faso s'est engagé à mettre fin à la défécation à l'air libre (DAL) à travers le Programme national d'assainissement des eaux usées et excréta (PN-AEUE). Ce programme vise l'accès universel à l'assainissement d'ici à 2030. Cependant, du bilan de la mise en œuvre de ce programme au 31 décembre 2020, le taux d'accès à l'assainissement en milieu rural est passé de 0,8% à 19,9% entre 2010 et 2020. En milieu urbain, ce taux est passé de 9,6% à 38,6% sur la même période. Les résultats de notre enquête sont en phases avec les tendances globales d'accès à l'assainissement au Burkina Faso.

Concernant **l'accès à l'énergie de cuisson**, les ménages locaux en disposent plus par rapport à ceux des centres d'accueil des PDI (voir section 4.1 précédente). Toutefois, l'énergie de cuisson est principalement basée sur le bois de chauffe (100% des ménages PDI des centres d'accueil enquêtés et 64% des ménages locaux). La consommation du bois de chauffe est plus accentuée chez les ménages de PDI des centres d'accueil. Ces derniers n'ont pas accès à d'autres énergies de substitution comme le gaz. Ces résultats sur la forte consommation du bois corroborent les conclusions d'autres études au Burkina Faso (MEEVCC, 2017 ; MEEVCC, 2018). Cette dépendance au bois de chauffe des ménages de Kaya pose un énorme défi environnemental au pays des 'Hommes Intègres'. En effet, Kaya est située dans la zone subsahélienne du pays caractérisée par des densités moins importantes de ressources ligneuses. Ainsi, en plus du bois local, une partie importante du bois de chauffe consommée dans cette ville provient de la zone sud-soudanienne qui abrite les villes de Gaoua, Bobo-Dioulasso, Banfora, Pô et Dédougou. Ce qui requiert des dépenses importantes associées à l'approvisionnement en bois de chauffe de cette localité. Selon les données de l'enquête nationale sur la consommation de bois-énergie (MEEVCC, 2017), la ville de Kaya occupe la troisième place sur les 13 villes du pays en termes de consommation journalière par ménage de bois (6 kg), derrière la ville de Dori (7,30 kg) et la ville de Pô (8,8 Kg). Plus spécifiquement, la consommation par habitant à Kaya est estimée à 0,9 kg de bois/jour contre 0,37 kg/jour et 0,42 Kg/jour dans les deux plus grandes villes que sont Ouagadougou et Bobo-Dioulasso respectivement (MEEVCC, 2017). Dori et Kaya se distinguent donc des autres

ville par une forte utilisation du bois pour la cuisson des aliments dans les ménages. Dans ces villes, 90% de l'énergie consommée par jour provient du bois selon la même source. Cette consommation importante du bois participe à la régression des stocks de ressources ligneuses et des superficies forestières mais aussi à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) au Burkina Faso. En effet, en 2016, les émissions totales des trois principaux GES s'élèvent à près de 3 millions de tonnes d'équivalent CO₂ (MEEVCC, 2017). Dans l'ordre d'importance des quantités émises, le gaz carbonique (CO₂) vient en première position avec 95% des émissions suivi du méthane (4%) et du protoxyde d'azote (1%). Les émissions de CO₂ dues à la consommation de bois de chauffe de Kaya est estimé à 63,543 Gigagramme (MEEVCC, 2017). Par ailleurs, selon les résultats de la même enquête, environ 2,7 millions de tonnes d'équivalent bois, soit 3,3 millions de m³ de bois ont été consommés en 2016 par les 4 millions de citoyens des treize villes du pays (20% de la population de 2016). Cette consommation représente 36% du stock national de bois morts estimé à 9,1 millions de m³ (MEEVCC, 2018).

5.2 Des sources de revenus des ménages de Kaya

Les ménages locaux ont plus de sources de revenus par rapport aux ménages des centres d'accueil des PDI. En effet, en plus des principales sources de revenus identifiées chez les ménages PDI des centres d'accueil à savoir, le travail journalier non agricole (50% des ménages enquêtés de cette catégorie), l'envoi d'argent par les proches en exode (25%) et le petit commerce (24%), les ménages locaux ont d'autres sources de revenus. Il s'agit des salaires (28% des ménages locaux enquêtés), du commerce/entrepreneuriat (20%), de la vente de produits maraichers (8%), de la vente du bois (4%) et de la vente de produits de l'élevage (4%). De plus, les proportions des ménages ayant les différentes sources de revenus identifiées sont plus élevées chez les ménages locaux. Cependant, les proportions des deux types de ménages ayant ces sources de revenus sont faibles de façon générale. Cela traduit une faible occupation des ménages de Kaya. En effet, comme précédemment indiqué, Kaya est situé dans la zone subsaharienne du pays où les conditions climatiques sont moins propices aux activités agrosylvo-pastorales. Les précipitations moyennes annuelles sont inférieures à 1000 mm dans cette localité (ANAM, 2020). De même, à l'instar de tout le pays, la proportion des ménages pauvres est élevée à Kaya, limitant ainsi leur capacité à entreprendre d'autres activités génératrices de revenus. En observant les résultats de la cartographie de la pauvreté et des inégalités au Burkina Faso, la pauvreté est surtout concentrée dans les régions du Centre-Nord (Kaya) et de l'Est (PNUD, 2014). La région du Centre-Nord figure parmi les régions pauvres du Burkina Faso (Kobiané et al, 2020). Selon les statistiques de l'INSD, le ratio de Pauvreté monétaire

au Burkina Faso est estimé à 41,4 % en 2018. En 2014, le seuil de pauvreté dans ce pays était de l'ordre de 153 530 FCFA (soit 234 euros) par personne et par an (INSD, 2018). Ce seuil est présentement estimé à 194 629 FCFA (environ 297 euros) par personne et par an. Par conséquent, les faibles proportions des ménages ayant les différentes sources de revenus, révélées par l'enquête, s'inscrivent dans une tendance globale de pauvreté à Kaya et au Burkina Faso. Les ménages PDI des centres d'accueil sont les plus touchés. Face aux menaces terroristes, ces derniers ont abandonné certaines activités pour se déplacer. Les ménages locaux ont donc une meilleure capacité de résilience par rapport à ceux des centres d'accueil des PDI.

5.3 Des actifs productifs et non productifs des ménages de Kaya

Les proportions des ménages de Kaya ayant ces principaux actifs sont faibles. Ce qui traduit une faible capacité de résilience de façon globale. Les ménages locaux de Kaya ont plus d'actifs productifs et non productifs que les ménages des centres d'accueil de Kaya. Les ménages locaux ont donc plus de capacité de résilience par rapport ceux des centres d'accueil des PDI. Selon les données de l'enquête, les proportions des ménages de PDI des centres d'accueil ayant des actifs sont faibles : poste radio (2% des ménages enquêtés), cyclomoteur/motocyclette (8%) et vélo (32%). Aucun ménage enquêté de cette catégorie ne possède une télévision. En revanche, en 2016, environ 90,9% des ménages du Centre-Nord possédaient une bicyclette et 55,5% une motocyclette (Kobiané et al, 2020). Selon la même source, 37,8 % des ménages de cette région avaient un poste radio et 8% une télévision en 2014. Une confrontation de ces statistiques à celles de nos résultats révèle une baisse importante des proportions des ménages ayant les différents actifs concernés. Cette baisse s'explique éventuellement par l'insécurité et ses conséquences. En effet, ces ménages ont déclaré que face aux attaques et menaces des groupes armés terroristes, ils ont fui leurs localités d'origine pour rejoindre les centres d'accueil sans emporter leurs biens. Ainsi, des stocks de vivres, des outils de production agricole, des produits d'élevage ainsi que des biens domestiques ont été abandonnés dans les localités attaquées. De même, certains ont dû vendre les biens qu'ils ont pu transporter pour couvrir les besoins de première nécessité notamment, l'alimentation et les soins de santé. L'étude sur la résilience au Soudan du Sud a pourtant mis en évidence l'importance des avoirs des ménages et la capacité d'adaptation comme facteurs de la résilience dans les espaces transfrontaliers (FAO, 2019). Certains ménages de PDI préfèrent donc se diriger dans les ménages locaux dont ils ont un lien familial afin de bénéficier d'une meilleure prise en charge par rapport aux centres d'accueil.

5.4 Des transferts sociaux (assistance humanitaire) aux ménages de Kaya

L'assistance humanitaire diffère selon le type de ménage considéré à Kaya. De même, cette assistance ne couvre pas les besoins exprimés par les populations victimes de l'insécurité. Les ménages de PDI des centres d'accueil bénéficient de plus d'assistance par rapport aux ménages locaux. Ces faibles niveaux d'assistance s'expliquent entre autres, par le rétrécissement des fonds d'assistance humanitaire, l'augmentation du nombre de PDI et des besoins d'assistance. Concernant le rétrécissement des fonds, des difficultés de mobilisation des fonds ont été observées. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR, 2022), le financement demandé pour le fonctionnement de UNHCR Burkina Faso était de 109,9 millions de dollars au 28 juin 2022. Mais seulement 22% de ce montant, soit 23,9 millions de dollars ont été financés à cette date. De même, conformément à l'action humanitaire de l'UNICEF pour les enfants, les financements reçus ont été de 23,2 millions de dollars en fin juillet 2022, soit 13 % des 180 millions de dollars nécessaires à cette date (UNICEF, 2022). Ces différents chiffres des partenaires humanitaires évoqués traduisent un rétrécissement des fonds d'assistance internationale au profit du Burkina et par voie de conséquence, Kaya. Concernant l'augmentation du nombre de PDI et des besoins, des incidents sécuritaires ont provoqué des déplacements massifs de population. A titre illustratif, le Burkina Faso a enregistré 649 incidents de sécurité avec 201 enfants et 396 adultes tués et les attaques terroristes s'intensifient (UNICEF, 2022). Le nombre de PDI a considérablement augmenté depuis 2019 et a atteint en novembre 2022, 1 810 105 personnes dont 316 265 à Kaya (CONASUR, 2022). Cette forte augmentation du nombre PDI conduit à un accroissement des besoins d'assistance humanitaire. Les interventions du 'Food Security Cluster' au Burkina Faso ont ciblé 2,3 millions de personnes sur un besoin de financement exprimé pour 2,9 million de personnes en mars 2022 (FSC, 2022). Cette même source indique une augmentation des besoins à 3,4 millions de personnes et les interventions cibleront 2,8 millions. Or, comme indiqué précédemment, les fonds d'assistance humanitaire se sont rétrécis, ce qui explique les faibles proportions des ménages ayant bénéficié de cette assistance à Kaya.

5.5 De l'insécurité alimentaire des ménages de Kaya

Les proportions des ménages en insécurité alimentaire sont élevées. Selon les données de l'enquête, consolidées par les focus groups, au moins 1 ménage sur 2 est en insécurité alimentaire dans cette localité. Ce résultat est en phase avec la dynamique de l'insécurité alimentaire au niveau national. En effet, selon le rapport OCHA (2022) sur la situation humanitaire au Burkina Faso, au moins 3,4 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire. Le nombre de personnes en insécurité alimentaire au Burkina Faso (en phase IPC 3+) est es-

timé à 3,45 millions pendant la période de soudure de juin à août 2022 (FSC, 2022). Cette situation s'explique principalement par l'insécurité, la baisse des superficies agricoles emblavées, le durcissement des conditions de pâturage et l'augmentation des prix des produits alimentaires. En effet, de janvier à mars 2022, 80 incidents sécuritaires ont été enregistrés dans la région du Centre-Nord, contre 18 à la même période en 2021 (ACLED, 2022). Ce qui a provoqué des déplacements de population dans le Centre-Nord (Kaya). De même, les superficies emblavées et les résultats de production agricole ont baissé de l'ordre de 9,31% et de 19,24% respectivement par rapport à la campagne précédente (FAO, 2022). Selon les statistiques de la Direction régionale de l'agriculture du Centre-Nord, l'insécurité a entraîné une réduction de l'espace agricole, avec environ 2 000 ha non emblavés pour la campagne agricole 2021/2022 en mars 2022. Par ailleurs, la production nationale de céréale a diminué de 10 % par rapport à la moyenne des cinq années précédentes (FSC, 2022). Selon la même source, le prix des céréales a connu une hausse de 60% entre avril 2022 et avril 2021 et de 70% par rapport à la moyenne quinquennale. De même, les burkinabè subissent depuis le mois de mai 2022, une augmentation du prix des hydrocarbures. En effet, le gouvernement du Burkina Faso a pris un décret le 11 mai 2022 consacrant une augmentation de 100 CFA par litre sur l'ensemble des hydrocarbures. Ainsi, le litre de Super 91 est passé de 615 FCFA à 715 FCFA. Le 18 août 2022, une nouvelle hausse de 5% sur le prix des hydrocarbures a été décidée par le gouvernement. Ce dernier explique ces augmentations continues du prix des hydrocarbures par la hausse du cours du baril à l'international, l'augmentation du cours du dollar et le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Cette situation est plus prononcée chez les ménages PDI des centres d'accueil du fait de leur plus grande exposition.

6. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En dépit des efforts déployés par l'Etat et ses partenaires, la capacité de résilience des différents ménages de Kaya demeure faible. L'objectif de ce travail était de mener une analyse comparée de la résilience des ménages de PDI des centres d'accueil et des ménages locaux de la commune de Kaya en vue de faire des propositions pour une meilleure prise en charge de tous les ménages de cette commune et par voie de conséquence, ceux du Burkina Faso. Pour cela, une revue documentaire, des focus groups et une enquête de ménages ont été réalisés. Les enquêtes ont abordé les différents aspects des conditions de vie des deux catégories de ménages susmentionnées. Nous avons obtenu une série de résultats dont les principaux sont

les suivants : le niveau de résilience des ménages, apprécié par les facteurs de résilience à savoir, l'accès des ménages aux services de base, les sources de revenus des ménages, les actifs des ménages et l'assistance humanitaire (les transferts sociaux) aux ménages, est globalement faible par rapport à l'ampleur de la crise qui sévit à Kaya. Ce niveau de résilience varie également en fonction du type de ménages considérés. Ainsi, les ménages locaux ont globalement une capacité de résilience élevée par rapport aux ménages de PDI des centres d'accueil. Le faible niveau de résilience des ménages de Kaya s'explique entre autres, par l'augmentation continue du nombre de PDI dans la localité, la diminution des fonds d'assistance internationale, l'insuffisance des ressources financières au niveau national et local. En termes de difficultés, les différents ménages de Kaya ont été le plus confrontés les 12 derniers mois à l'insécurité, à l'augmentation des prix des intrants agricoles et des denrées alimentaires et à l'accès aux services de base (éducation, santé, électricité, eau, hygiène et assainissement). L'enquête a par ailleurs révélé que l'insécurité alimentaire touche plus de 1 ménage sur 2 pour la plupart des catégories d'insécurité alimentaire considérées.

Sur base de tous ces résultats, l'étude formule un certain nombre de propositions :

Au titre de la réponse d'urgence, il importe d'intervenir sur les axes suivants : (1) les abris et le matériel de survie, (2) l'assistance alimentaire, (3) la santé et la nutrition, (4) l'eau, hygiène et l'assainissement, (5) l'éducation, (6) la sécurité, et (7) les moyens d'existence.

Pour tous les ménages de la commune de Kaya, l'étude propose (1) la lutte contre l'insécurité, (2) une bonne gestion des prix des denrées alimentaires, (3) l'augmentation des revenus des ménages, (4) l'amélioration de la gestion de l'assistance humanitaire, et (5) la sensibilisation des ménages. **Concernant l'insécurité**, il importe de trouver des mécanismes endogènes de réponses aux attaques terroristes, aux conflits communautaires et au grand banditisme. La restauration d'une cohésion entre les forces de défense et de sécurité, entre les différentes couches sociales et une combinaison des approches militaire, diplomatique et économique sont entre autres, des pistes de solutions. **Concernant la gestion des prix des denrées alimentaires**, il importe de contrôler l'évolution des prix à l'intérieur du pays, de subventionner les biens de première nécessité, de constituer des stocks de sécurité et de soutenir la production locale de ces denrées. **Concernant l'augmentation des revenus**, il importe entre autres, d'appuyer les ménages avec des moyens de production, de diversifier les sources de revenus des ménages. **Concernant la gestion de l'assistance humanitaire**, il est indispensable entre autres, d'augmenter le niveau de l'assistance humanitaire aux ménages de cette commune, de constituer une base fiable de tous les ménages de PDI, des ménages locaux ayant accueilli des PDI et des communautés hôtes les plus vulnérables pour les besoins des

études et de l'assistance humanitaire, de mobiliser davantage de ressources locales et nationales pour compléter les fonds d'assistance en provenance du reste du monde. **Concernant la sensibilisation**, il importe de capaciter les ménages sur la cohésion sociale, la pacification des rapports, le dialogue inclusif dans les différentes localités.

Pour le cas spécifique des ménages PDI des centres d'accueil

En plus des mesures globales susmentionnées, il importe d'accompagner les populations déplacées pour leur retour dans leurs localités d'origines respectives ou à s'établir dans des localités qu'elles auront choisies et validées de concert avec les populations hôtes. En plus, il est nécessaire de mettre à leur disposition des ressources pour leur permettre de reconstituer en partie leurs moyens de subsistance (animaux, maisons, actifs productifs, etc.).

REFERENCES

- ACLED. (2022). "10 conflicts to worry about in 2022: Ethiopia, Yemen, the Sahel, Nigeria, Afghanistan, Lebanon, Sudan, Haiti, Colombia, and Myanmar", February 2022.
- ACF. (2016). "Programme de Renforcement de la résilience des populations pauvres et très pauvres et amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les régions du Burkina Faso les plus touchées par la crise de 2012 (PRORESI/PROGRES) : Evaluation indépendante", Burkina Faso.
- ANAM. (2020). "Statistiques météorologiques", Ministère en charge des Transports et de la mobilité urbaine, Burkina Faso.
- ALINOVI, L., MANE, E., & ROMANO, D. (2008). "Towards the Measurement of Household Resilience to Food Insecurity: Applying a model to Palestinian Households data", In: Sibrian, R. (Ed.), Deriving Food Security Information from National Household Budget Surveys, Experiences, Achievement, Challenges. FAO publication, Rome, PP.137-152.
- BÉNÉ, C., WOOD, R. G., NEWSHAM, A., & DAVIES, M. (2012). "Resilience: New Utopia or New Tyranny? Reflection about the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes ", IDS Working paper (405).
- CONASUR. (2022). "Situation des Personnes Déplacées Internes au 30 novembre 2022", Ministère en Charge de l'Action Humanitaire, Burkina Faso.
- DE LONGUEVILLE F., HOUNTONDJI Y.-C., KINDO I., GEMENNE F. & OZER P. (2016). "Long-term analysis of rainfall and temperature data in Burkina Faso (1950–2013)", International Journal of Climatology, 36(13), 4393-4405.

- DE LONGUEVILLE F., OZER P., GEMENNE F., HENRY S., MERTZ O. & NIELSEN J.O. (2020). "Comparing climate change perceptions and meteorological data in rural West Africa to improve the understanding of household decisions to migrate", *Climatic Change*, 160, 123-141.
- DERRA, H. (2020) "Analyse des piliers de la résilience des ménages du burkina faso à l'insécurité alimentaire en situation de chocs et stress climatiques", mémoire de fin d'études pour l'obtention du Diplôme du cycle A de l'École Nationale des Régies Financières.
- FAO. (2011). "Resilience Analysis in Sénégal", FAO Resilience Analysis N°8, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome.
- FAO. (2015). "Resilience Analysis in Burkina Faso 1998&2003", FAO Resilience Analysis N°2, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome.
- FAO. (2016). "Resilience Analysis in Isiolo, Marsabit and Meru, au Kenya", FAO Resilience Analysis N°9, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome.
- FAO. (2016). "Resilience Analysis in Sénégal", FAO Resilience Analysis N°7, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome.
- FAO. (2016). "RIMA-II: Resilience Index Measurement and Analysis – II", Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome.
- FAO. (2018). "Resilience Analysis in Karamoja, Ouganda", FAO resilience analysis N°10, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome.
- FAO. (2018). "Resilience Analysis in Jordan", FAO Resilience Analysis N°11. Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome.
- FAO and OPM. (2018). "Food security, resilience and well-being analysis of refugees and host communities in Northern Uganda", Rome, 78 pp.
- FAO. (2019). "Resilience analysis of pastoral and agro-pastoral communities in South Sudan's cross-border areas with Sudan, Ethiopia, Kenya and Uganda", Rome, 28 pp.
- FAO. (2019). "Resilience Analysis in Mauritania", FAO Resilience Analysis N°14. Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome.
- FAO. (2019). "Resilience Analysis in Tchad", FAO Resilience Analysis N°15, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome.
- FAO. (2020). "Projet Intégrer la résilience climatique à la production agricole et pastorale pour la sécurité alimentaire dans les zones rurales vulnérables à travers l'approche champ école des producteurs : Evaluation", Burkina Faso.

- FAO. (2021). "Sécurité alimentaire et analyse des risques dans le Centre-Nord, Est, Nord et Sahel", Bulletin d'information FAO Burkina Faso, Juillet 2021- no.1.
- FAO. (2022). "Sécurité alimentaire et analyse des risques dans le Centre-Nord, Est, Nord et Sahel", Bulletin d'information FAO Burkina Faso, 1 er trimestre 2022 - no. 2.
- FSC. (2022). "Humanitarian and Food Security Context ", Burkina Faso.
- FSIN. (2014b). "A Common Analytical Model for Resilience Measurement: Causal framework and methodological options", Technical Series No 2, World Food Programme.
- FRANKENBERGER, T., SPANGLER, T., NELSON, S., LANGWORTHY, M., & TANGO-INTERNATIONAL. (2012). "Enhancing Resilience to Food Security Shocks in Africa", Discussion Paper.
- GIEC. (2007). "Bilan 2007 des changements climatiques", Contribution des Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. GIEC, Genève, Suisse.
- GIEC. (2014). "Annexe II: Glossaire, Changements climatiques 2014: Rapport de synthèse", Contribution des Groupes de travail I, II et III au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. GIEC, Genève, Suisse.
- HOLLING, C. S. (1973). "Resilience and Stability of Ecological Systems ", Annual Reviews (AR), 4, 1-23.
- INSD. (1975). "Rapport sur le Recensement Global de la population", Ministère en charge de l'Economie, Burkina Faso ;
- INSD. (2006). "Rapport sur le Recensement Global de la population", Ministère de l'Economie et des Finances, Burkina Faso.
- INSD. (2019). "Rapport sur le Recensement Global de la population", Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement, Burkina Faso.
- KOBIANE, J., OUILI, I. & GUISSOU, S. (2020). "Etat des lieux des inégalités multidimensionnelles au Burkina Faso", Dans : Jean-François Kobiané éd., État des lieux des inégalités multi-dimensionnelles au Burkina Faso (pp. 1-89). Paris Cedex 12: Agence française de développement. <https://doi.org/10.3917/afd.zanfi.2020.01.0001>.
- MASSN. (2014). "Projet de renforcement des capacités nationales de resilience au Burkina Faso", Burkina Faso.
- MAAH. (2020). "Rapport de l'Enquête Nationale Intégré de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle", Burkina Faso.

- MERA. (2021). "Annuaire statistique des Ressources Animales", Burkina Faso.
- MEEVCC. (2017). « Enquête sur la Consommation du Bois-Energie en milieu urbain (ECBE) », Rapport final, Burkina Faso.
- MEEVCC. (2018). "Second inventaire forestier national", Rapport final, Burkina Faso ;
- MEEVCC. (2020). "Annuaire statistique 2020 de l'environnement", Burkina Faso.
- MERH. (2015). "Plan National d'Adaptation aux changements climatiques (PNA) ", Burkina Faso.
- OCHA. (2021, 2022). "Situation report", Burkina Faso.
- OZER P., DEMBELE A., YAMEOGO S.S., HUT E. & DE LONGUEVILLE F. (2022). "The impact of COVID-19 on the living and survival conditions of internally displaced persons in Burkina Faso", World Development Perspectives, 25, 100393.
- PNUD. (2014). "Cartographie de la pauvreté et des inégalités au Burkina Faso", Rapport final de l'étude, Burkina Faso.
- ST-ESU. (2022). "Rapport statistique mensuel de données d'Education en Situation d'Urgence du 31 janvier 2022", Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales, Burkina Faso.
- ST-ESU. (2022). "Rapport statistique mensuel de données d'Education en Situation d'Urgence du 31 décembre 2022", Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales, Burkina Faso.
- UNHCR. (2022). "Situation report", UNHCR Operational Update, 1-30 June 2022, Burkina Faso.
- UNICEF. (2022). "Humanitarian Situation Report No. 2", 1 January to 30 June 2022, Burkina Faso.

LIENS UTILES

- https://www.liberation.fr/international/afrique/au-burkina-faso-la-ville-de-djibo-sous-blocus-terroriste-depuis-cinq-mois-20220726_XLBVJJTKNRB5LH4ZJAIMVGPQBA/
- <https://www.aujourd8.net/burkina-faso-le-nombre-decoles-fermees-a-cause-de-linsecurite-passe-a-3-683/>
- <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/burkina-faso-unhcr-operational-update-1-30-june-2022>
- <https://reliefweb.int/map/burkina-faso/burkina-faso-gcorr-communes-daccueil-des-pdi-juillet-2022>

<https://reliefweb.int/report/burkina-faso/matrice-de-suivi-des-deplacements-dtm-sahel-central-liptako-gourma-tableau-de-bord-ndeg31-31-juillet-2022>

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/08/03/au-burkina-faso-les-habitants-d-une-ville-sous-blocus-djihadiste-menaces-de-famine_6137028_3212.html

https://fscluster.org/sites/default/files/documents/cluster_secal_-_bfa_

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des participants aux focus groups



Liste des participants
aux focus groups.doc

Annexe 2 : Questionnaire de collecte de données



Projet de
Questionnaire Adama